

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

Dienstag (Vormittag), 30. November 2021 / Mardi matin, 30 novembre 2021

Staatskanzlei / Chancellerie d'Etat

**9 2021.STA.1412 Gesetz
Gesetz über die digitale Verwaltung (DVG)**

**9 2021.STA.1412 Loi
Loi sur l'administration numérique (LAN)**

1. Lesung / 1^{re} lecture

Eintretens- und Grundsatzdebatte / Débat d'entrée en matière et débat de principe

Le président. Es ist die erste Lesung. Die Debatte ist frei. Das Vorgehen ist das folgende: zuerst Eintretensdebatte, dann spricht Grossrätin Roulet Romy für die Kommissionsmehrheit der SAK. Dann sprechen die Fraktionen, Einzelsprecherinnen und Einzelsprecher, der Staatsschreiber, danach gehen wir in die Detailberatung. Die Sprecherinnen und Sprecher der Kommissionsminderheit werden zu jedem Artikel sprechen können, aber nicht am Anfang, sonst ist es ein bisschen zu schwer, allem zu folgen.

Est-ce que l'entrée en matière de l'affaire du point numéro 9 est contestée ? – Non. Donc, on y va.

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), rapporteuse de la majorité de la CIRE. Ich freue mich sehr, ein paar Worte auf Deutsch zu sagen. Aber nur ein paar. (*Heiterkeit / Hilarité*) Ich möchte zunächst der Staatskanzlei und allen Direktionen, die an der Ausarbeitung des Gesetzes über die digitale Verwaltung (DVG) beteiligt waren, einen grossen Dank aussprechen. Ich möchte auch die gute Zusammenarbeit im Ausschuss hervorheben, die eine sehr konstruktive Debatte ermöglicht hat, um Ihnen heute das Gesetz vorlegen zu können. – «Loset der no?» (*Heiterkeit / Hilarité*) Ça, c'était ma participation en « Bärndütsch ». (*Heiterkeit / Hilarité*) Voilà.

A travers la stratégie pour une administration numérique du canton de Berne 2019-2022 et le programme gouvernemental de la législature 2019-2022, le Conseil-exécutif a décidé de procéder à la numérisation systématique de l'administration publique bernoise. La présente loi sur l'administration numérique crée les bases légales nécessaires à cette fin. En plus d'établir un cadre juridique permettant la mise en place progressive de l'organisation et de l'infrastructure technique requise pour la numérisation, cette loi doit servir, tant aux autorités cantonales qu'aux communes et aux autres organisations chargées de tâches publiques au sein du canton, de base légale pour la collaboration en matière de numérisation, d'une part, et pour l'élaboration de leurs offres numériques, d'autre part. (*Kurzer Unterbruch, um ein technisches Problem mit der Simultandolmetschung zu beheben. / Courte interruption afin de remédier au problème technique touchant l'interprétation simultanée.*) Une loi-cadre préférable à une législation détaillée : la loi sur l'administration numérique (LAN) est une loi-cadre qui définit les grandes lignes et elle est préférable à une loi détaillée, compte tenu de la rapide évolution de la technique, des règles et des exigences des utilisateurs. Les règlements qui doivent être constamment adaptés seront donc inscrits dans une ordonnance. L'organisation qui concerne la collaboration avec les communes sera, elle aussi, définie dans une ordonnance. Dans tout le projet de la loi il faut retenir que la numérisation n'est pas une fin en soi, mais un moyen pour mieux accomplir les tâches.

La numérisation porte avant tout sur les processus d'affaires de l'administration, donc des processus standardisés auxquels participent des autorités et souvent aussi des particuliers pour atteindre un objectif précis. Mentionnons à titre d'exemple la demande d'un permis de construire, la taxation

fiscale ou le dépôt d'un recours auprès du Tribunal administratif. La LAN instaure le principe de la primauté numérique, selon lequel le canton et les communes agissent et communiquent fondamentalement par voie électronique. Un obstacle typique au développement de l'administration numérique se trouve dans l'obsolescence, voire l'absence de bases légales. La numérisation n'étant efficace qu'à condition de renoncer au maximum au papier, les autorités, entreprises et utilisateurs professionnels sont tenus d'effectuer leurs transactions avec l'Etat via des canaux numériques. Les prestations numériques doivent être une plus-value pour la population, l'économie et l'administration selon l'art. 2e.

Or, l'administration sera formée et la population informée. Tout le monde devra s'adapter aux moyens numériques, avec des moyens différents et à un rythme différent. Dans les interactions entre l'Etat et d'autres particuliers, le recours à des canaux non numériques est autorisé, dans la mesure où dans de nombreux cas, on ne peut pas encore attendre des citoyens qu'ils emploient des canaux numériques, en raison de difficultés linguistiques ou sociales, de problèmes de santé ou d'un manque de formation.

Malgré tout, l'Etat s'efforce de numériser progressivement l'ensemble des processus d'affaires. Il crée des incitations financières nécessaires pour encourager le choix du numérique au détriment de l'analogique et veille à ce que la population ait confiance dans la sécurité de l'information et dans la protection des données des canaux numériques. La LAN établit également des lignes directrices importantes pour les prestations numériques, comme l'inclusion numérique, le bilinguisme et l'admissibilité d'offres de logiciels libres et de libre accès aux données de la part de l'Etat.

La protection des données et la sécurité sont essentielles pour garantir la confiance de la population dans les prestations numériques de l'Etat.

La LAN établit également les bases légales de collaboration dans le domaine de la numérisation, en particulier entre le canton, les communes et les autres organisations autonomes, chargées de tâches publiques au sein du canton, ainsi qu'avec les autres cantons et la Confédération. Cette collaboration est indispensable car les processus numériques doivent souvent se dérouler dans l'ensemble de l'administration et aux différents niveaux de l'Etat. La mise en place de l'organisation correspondante sera définie dans une ordonnance.

Afin de concrétiser cette loi, d'autres projets déterminants pour la réussite de la numérisation sont mis en œuvre parallèlement, comme la stratégie pour une administration numérique et un projet législatif qui vise à modifier le droit cantonal régissant les procédures administratives.

La loi ne s'applique pas aux organisations chargées de tâches publiques qui exercent une activité commerciale ou aux activités commerciales d'organisations chargées de tâches publiques, c.-à-d., aux activités fournies selon des principes de gestion dans un but lucratif et en concurrence avec d'autres acteurs économiques. C'est notamment le cas de la plupart des entreprises étatiques comme la BCBE, BLS et BKW, ainsi que des prestations fournies par Bedag à des clients privés. Il convient de préciser que ce projet de loi exclut les sujets suivants dont le développement sera poursuivi séparément : le statut de Bedag Informatique (SA), le projet de modification de la loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA) qui sont conduits par la DIJ, la loi cantonale sur la sécurité de l'information, la vérification et la mise à jour de la législation relative à la sécurité de l'information. Je mentionne également la révision de la législation sur la protection des données. Avec l'entrée en vigueur des nouveaux textes législatifs européens sur la protection des données et la révision complète de la loi fédérale sur la protection des données (LPD) qui en découle, la nécessité de réviser la loi cantonale sur la protection des données (LCPD) devient plus pressante. Cette révision est actuellement prévue par la DIJ.

En conclusion, Mesdames et Messieurs, la commission a pu débattre de cette loi avec le soutien et les éclaircissements nécessaires de la Chancellerie et des personnes compétentes du domaine. Donc, la commission recommande d'entrer en matière pour cette première lecture, merci.

Le président. Ich eröffne jetzt die Grundsatzdebatte für die Fraktionen. – Keine Meldung. – Doch: pour le groupe PS-JS-PSA, Mme la députée Riesen.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), porte-parole de groupe. Für einmal darf ich jetzt auch Deutsch sprechen. Ich hoffe, ich erhalte einmal eine Rückmeldung über den Inhalt und höre nicht nur, dass ich zu schnell spreche. (*Heiterkeit / Hilarité*) Das wäre mal eine Abwechslung.

Jetzt zur Eintretensdebatte: Das Gesetz geht auf die Entscheidung des Regierungsrates zurück, die öffentliche Verwaltung systematisch zu digitalisieren. Das Gesetz ist notwendig, weil für die Ausweitung der Digitalisierung ein rechtlicher Rahmen nötig ist. Digitalisierung kann genutzt werden, um Prozesse der Verwaltung zu optimieren und zu vereinfachen. Da sie eine immer wichtigere Rolle spielt, muss sichergestellt werden, dass sie effizient und fair eingesetzt wird. Dieses Gesetz ist in vielerlei Hinsicht weitgehend, insbesondere durch die Berechtigung des digitalen Primats. Meines Wissens ist dies in keinem anderen kantonalen Gesetz auf diesem Weg so bekräftigt. Die anderen kantonalen Gesetze im Zusammenhang mit der Digitalisierung beschränken sich hauptsächlich darauf, einen Rahmen zur Nutzung der digitalen Werkzeuge festzulegen.

Ein wichtiges Element in der Digitalisierung der Verwaltung ist, dass eine bessere Steuerung der digitalen Grundsätze und Werkzeuge ermöglicht und die Interaktionen zwischen verschiedenen Verwaltungen sowie juristischen und natürlichen Personen effizient gestaltet werden kann. Die Digitalisierung der Verwaltung muss nicht nur die Effizienz der Verwaltung erhöhen, sondern auch eine Verbesserung für die Bevölkerung und für die verschiedenen Ansprechpartner der Verwaltung sein. Sie muss die Dienstleistung für die Bevölkerung zugänglicher, einfacher machen und dafür sorgen, dass es weniger zeit- und ressourcenaufwendig für die Leute ist.

Aber man muss realistisch bleiben. Es ist undenkbar, dass die gesamte Bevölkerung vollständig auf Papier verzichten kann. In manchen Fällen könnte es sogar kontraproduktiv sein. Denken Sie an die Steuererklärung. Sogar, wenn sie online ist, muss man trotzdem zuerst die Kontaktdaten für die Identifizierung auf Papier zugeschickt bekommen, um sicherzustellen, dass die Personen sichere und vertrauliche Daten erhalten. Denken Sie auch an Personen mit geringen digitalen Kenntnissen. Wenn sie für die Ausfüllung dieser Online-Formulare telefonische Unterstützung brauchen, könnte dies durchaus auch teurer sein, als wenn man gewissen Personen halt weiterhin eine Papierversion schickt, wie sie es sich bis jetzt gewohnt sind. Darüber hinaus ist eine vollständige Digitalisierung der Verwaltung, ohne zusätzliche ... Wenn die Verwaltung fast effizienter ist und die Prozesse besser digitalisiert sind, aber man sowieso für gewisse Leute eine Papierlösung braucht, dann kommt es nicht darauf an, ob man jetzt für 500 Leute eine Papierlösung hat oder für 1500 Leute. Man muss ja den Prozess sowieso machen, damit es auch Papierversionen geben kann.

Ein zweites Element ist die Sicherheit der Computersysteme und der persönlichen Daten. Die Cyberangriffe in den Gemeinden Rolle und Montreux haben es gezeigt: Die Digitalisierung öffnet Tür und Tor für neue Gefahren, und die Verwaltung muss hier aktiv vorgehen, um sicherstellen, dass die Daten geschützt sind. Der Datenschutz wird dann in anderen Gesetzen geregelt, aber ist hier auch ein sehr wichtiger Ansatz, weil man mit Daten von Bürgern umgeht.

Drittens muss das DVG eine Zukunftsinformatik fördern. Das heisst, dass man auch die Kompetenzen Autonomie, Selbstkompetenz des Staates und der Verwaltung in Bezug auf die IT stärkt und nicht nur von privaten Unternehmen machen lässt. Es ist auch wichtig, dass man Open Source und frei nutzbare Software fördert und dass man schaut, wo diese Daten ... also, dass man es vermeidet, dass diese Daten im Ausland sind.

Zusammenfassend lässt sich sagen, dass dieses Gesetz ein wichtiger Rahmen für die Entwicklung der Digitalisierung und für die Weiterentwicklung der Verwaltung ist. (*Der Präsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen. / Le président demande à l'oratrice de conclure.*) Es ist komplementär mit anderen Gesetzen, eben mit dem Datenschutzgesetz (KDSG) oder anderen, und soll die Grundsätze festlegen. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte auf die Vorlage eintreten und freut sich auf die Debatte.

Pierre-Yves Grivel, Biel/Bienne (PLR), porte-parole de groupe, porte-parole de la Députation. Guten Morgen miteinander, salut tout le monde ! (*Heiterkeit / Hilarité*) Warum? Wieso? Heute ist der Tag der Zweisprachigkeit. Oui, aujourd'hui, c'est la Journée du bilinguisme. Ce n'est pas seulement aujourd'hui que cela doit avoir lieu, ça doit avoir lieu toute l'année dans le canton de Berne. Nous en sommes très fiers. Et puis le bilinguisme, c'est quoi ? Eh bien ! C'est s'exprimer dans sa langue.

Das heisst konkret: Du sprichst Hochdeutsch oder Berndeutsch – aber bitte nicht «Haslidütsch», denn da verstehe ich nichts! (*Heiterkeit / Hilarité*) –, und ich rede Französisch. Moi, je parle français, mais pas nécessairement le français de Paris ou bien le français de Genève. Moi, je viens du Jura bernois, Bienne-Seeland, et là, on a un peu un accent chez nous, quoi, Jura bernois. Alors, tu comprends, hein ? Et si tu ne comprends pas, eh ben, tu me le dis, puis moi, je t'explique. Voilà, vous êtes prêts, on peut commencer ? Gut, also. Aber seriös jetzt, Grivel, bitte.

Herr Staatsschreiber, sehr geehrter Herr Grossratspräsident. Zunächst möchte ich erwähnen, dass ich gleichzeitig im Namen der Deputation und im Namen der FDP-Fraktion spreche.

Es entspricht dem Zeitgeist: Mit dem Fortschreiten der Technologie und der Digitalisierung ist es unabdingbar geworden, ein Gesetz und eine rechtliche Grundlage für die systematische digitale Transformation der bernischen Verwaltung zu schaffen. Die Digitalisierungsstrategie ist Teil der Legislaturplanung der Regierung 2019–2022. Der Regierungsrat hat daher beschlossen, die kantonale Verwaltung zu digitalisieren.

La LAN définit le cadre de la numérisation, de l'organisation et de l'infrastructure des administrations publiques. Elle fournit la base légale requise pour que les autorités cantonales, communales et les autres organisations chargées de tâches publiques collaborent dans ce vaste domaine technologique, notamment pour mettre en place et développer leur offre numérique. Das DVG führt daher das Primat des Digitalen ein, das zum bevorzugten Mittel und Weg für die Kommunikation zwischen Behörden wird. Dieser Grundsatz besagt, dass der Staat hauptsächlich auf elektronischem Weg arbeitet und kommuniziert und nur in Ausnahmefällen auf Papier oder ähnliche Medien zurückgreift. Es ist richtig, dass von den Bürgern noch nicht erwartet werden kann, dass sie aufgrund von sprachlichen, sozialen, gesundheitlichen Problemen oder Bildungsproblemen digitale Kanäle nutzen. Die Digitalisierung der Verwaltung, das heisst die Abwicklung staatlicher Prozesse auf elektronischem Weg statt auf Papier, ist eine wesentliche Voraussetzung dafür, dass der Kanton seine Leistungen weiterhin wirtschaftlich, technologie- und kundenorientiert erbringen kann.

On peut également dire que ce projet de loi fait déjà suite à l'avancement de la transformation de la communication dans les administrations, et celle-ci doit être réfléchie et accomplie lorsqu'elle améliore et accroît l'efficacité des processus et apporte une valeur réelle et ajoutée à la population. Elle ne peut être systématique afin d'éviter l'exclusion. Personne ne doit être empêché d'avoir accès à des informations ou à des services. La numérisation propose de renoncer au maximum au papier, mais elle ne peut pas empêcher le maintien du papier afin de ne pas exclure une partie de la population.

Le numérique doit permettre l'efficacité des processus administratifs et apporter une valeur ajoutée à la population. Il doit gérer la gouvernance des outils numériques et garantir la protection des données. Les cyberattaques sur plusieurs administrations communales de Suisse romande nous l'ont rappelé ces dernières semaines. La protection des données et la sécurité sont essentielles pour garantir la confiance de la population dans le numérique.

Das DVG legt auch wichtige Leitlinien für digitale Dienstleistungen fest, wie die digitale Integration, die Zweisprachigkeit und die Zulässigkeit von Open-Source-Angeboten. Als Präsident der Deputation weise ich darauf hin, dass die Zweisprachigkeit Teil der Leitlinien für digitale Dienstleistungen ist und dass im Art. 11 die Achtung der Amtssprachen des Kantons erwähnt wird. Die Einstellung von französischsprachigem Personal ist von grundlegender Bedeutung, um eine Kohärenz und Verwaltung der Leistungen zu gewährleisten, die auch den Bedürfnissen der französischsprachigen Kundenschaft entsprechen.

Cette infrastructure sera imposée aux autorités cantonales. Toutes les autres autorités auront en principe le choix de l'utiliser ou pas. Un travail de persuasion sera donc nécessaire pour montrer que cette voie et bien celle de l'avenir pour une meilleure communication. La LAN est une loi-cadre préférable à une législation détaillée, à laquelle le Conseil-exécutif et l'administration doivent donner de la substance à tous les niveaux. (*Der Präsident bittet den Redner, zum Schluss zu kommen. / Le président demande à l'orateur de conclure.*) Ja. – Pour ce faire, le Conseil-exécutif prévoit un portail commun aux autorités de toutes les Directions de la transformation numérique et de l'administration au moyen d'une stratégie déployée dans toutes les Directions, l'application de la primauté numérique dans la communication entre l'Etat et les particuliers, les entreprises et les autorités.

Au nom de la Députation et du groupe PLR, je soutiens l'entrée en matière de cette loi. Ich danke Ihnen für Ihre Aufmerksamkeit. Merci.

Philippe Messerli, Nidau (EVP), Fraktionssprecher. Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier, chers collègues. Le PEV soutient les efforts du Conseil-exécutif pour numériser de manière conséquente l'administration publique du canton de Berne. Nous saluons également le principe de la primauté numérique. Concrètement, cela signifie que les autorités doivent, en principe, agir et communiquer de manière numérique et que les entreprises ainsi que les utilisateurs professionnels sont tenus de communiquer numériquement avec l'Etat.

Der digitale Transformationsprozess ist in vollem Gang. Der Staat muss sich an die neuen Gegebenheiten anpassen und die erforderlichen Rahmenbedingungen und Voraussetzungen für eine digitale Verwaltung schaffen. Die Digitalisierung ist aber nicht einfach ein Selbstzweck. Sie muss auch einen realen Nutzen bringen. Konkret: Die Kommunikation mit den Bürgerinnen und Bürgern soll einfacher, schneller und effizienter abgewickelt werden. Prozesse und Handlungsabläufe in der Verwaltung sollen verbessert und optimiert werden. Und die Digitalisierung muss auch ihren Beitrag zur Nachhaltigkeit und zu einer besseren Energieeffizienz leisten. Die ökologische Bilanz muss positiv ausfallen. So weit die wichtigsten Zielsetzungen und Erwartungen. Die Zukunft wird zeigen, ob das alles erfüllt werden kann.

Für eine erfolgreiche Digitalisierung braucht es zuerst einmal die entsprechenden Rechtsgrundlagen. Das vorliegende DVG schafft den erforderlichen Rahmen und legt auch die entsprechenden nötigen Grundsätze fest. Dazu gehören unter anderem die Definition der gemeinsam genutzten Basisdienste, die elektronische Identifizierung, die Vereinheitlichung der digitalen Prozesse, die Grundlage für eine behörden- und staatsebenenübergreifende Zusammenarbeit und natürlich auch der Datenschutz. Die Details wird die Verordnung regeln.

Damit die Digitalisierung selber Realität wird, muss der vorliegende gesetzliche Rahmen mit Inhalten gefüllt werden. Es braucht konkrete Projekte und auch den entsprechenden Willen zur Finanzierung, Umsetzung und Durchsetzung einer digitalisierten Verwaltung. Und es braucht auch eine behördenübergreifende und interkantonale Koordination und Zusammenarbeit. Wichtig ist aber auch, dass sich der Kanton mit der nötigen Vorsicht in diesen Prozess der digitalen Transformation hineinbegibt. Neben den vielen Vorteilen und Chancen bringt die Digitalisierung auch neue Risiken und Herausforderungen mit sich. Die digitale Infrastruktur ist nicht nur anfällig für Hackerangriffe und Manipulationen. Aufgrund der höheren Komplexität der digitalen Systeme steigt auch die Wahrscheinlichkeit von Ausfällen und Unterbrechungen. Als Gesellschaft werden wir mit der Digitalisierung insgesamt auch verletzlicher.

Bürgerinnen und Bürger müssen die Gewissheit haben, dass ihre Daten sicher und geschützt sind. IT-Sicherheit und Datenschutz sind zwei wichtige und entscheidende Elemente für das Vertrauen in die digitalen Systeme und Anwendungen. Umso wichtiger sind deshalb auch die Standards, die bei der Sicherheit gesetzt werden, und die konkreten Massnahmen, die für einen wirksamen Datenschutz ergriffen werden. Diese müssen schlüssig sein.

Nicht zuletzt gilt es auch sicherzustellen, dass wir mit der Forcierung der Digitalisierung nicht gewisse Bevölkerungsgruppen abhängen. Ob digital oder analog – es sollen weiterhin alle Bürgerinnen und Bürger mit dem Staat kommunizieren können. Für die EVP ist es deshalb wichtig, dass gewisse Dienstleistungen in begründeten Fällen weiterhin in Papierform angeboten werden können. Nicht alle Menschen sind es sich gleichermassen gewohnt, elektronische Kommunikationsmittel und -portale zu nutzen. Allen Risiken und Gefahren zum Trotz: Es gilt, die grösseren Chancen und Möglichkeiten der Digitalisierung zu nutzen. Die EVP möchte diesen Prozess mitgestalten und ist deshalb für das Eintreten. Nous nous réjouissons de la discussion.

Samuel Kullmann, Thun (EDU), Fraktionssprecher. Monsieur le Président du Grand Conseil, Monsieur le Chancelier d'Etat, chers collègues. Le processus de la digitalisation a fortement marqué les quarante dernières années et continuera à le faire probablement dans une mesure que nous pouvons à peine imaginer aujourd'hui. La numérisation comporte à la fois de grands dangers et d'énormes opportunités. La numérisation coûte des sommes colossales et rend, parallèlement,

beaucoup de choses extrêmement efficaces. La numérisation exige de chacun de se former en permanence. En anglais, on dirait « lifelong learning », on n'a jamais fini d'apprendre.

Le groupe UDF salue le projet de loi présenté par le gouvernement, afin de numériser l'administration publique de manière conséquente et de créer les bases juridiques nécessaires à cet effet avec une loi-cadre flexible. Le Conseil-exécutif a déjà pris en compte différentes demandes de l'UDF lors du processus de consultation et a amélioré le projet de loi.

Pour des raisons d'efficacité, j'exposerai la position globale du groupe UDF dans mon intervention initiale, en y incluant les différentes propositions. Dans la plupart des cas, le groupe UDF donnera suite aux propositions de la majorité de la commission. C'est uniquement à l'art. 9, « Promotion de la numérisation » que nous avons de la sympathie pour la proposition de la minorité de la commission. Nous sommes d'avis que la numérisation peut être suffisamment encouragée sans incitations négatives. En outre, nous approuvons la proposition du groupe PS-JS-PSA concernant l'art. 2, al. 1, lit. h, qui traite de la sécurité des systèmes informatiques. L'énorme dépendance à l'égard de l'infrastructure informatique est l'un des grands risques de la numérisation. Nous estimons donc que cet aspect ne doit pas être négligé.

Nous soutenons également la proposition des vert'libéraux concernant l'art. 26, al. 1 : nous trouvons raisonnable de donner à la commission le mandat d'examen pour trouver une formulation appropriée se situant entre « peu » et « en règle générale ». Pour le groupe UDF, l'enregistrement des données sur des serveurs suisses est en principe quelque chose de souhaitable, mais nous attachons ici également une grande importance aux questions financières pour autant que la protection des données soit raisonnablement préservée lors d'un éventuel enregistrement sur des serveurs étrangers.

Nous refusons donc de renvoyer l'art. 12, al. 3 à la commission.

Notre position sur les autres propositions résultera de la discussion. Nous sommes intéressés à entendre comment, par exemple, des concepts tels que l'indépendance numérique, les normes open source et la souveraineté des données doivent être définis en termes de contenu ; et nous prendrons volontiers connaissance des explications de nos collègues députés et du Chancelier d'Etat sur ces sujets.

Je profite de l'occasion pour remercier le président du Grand Conseil d'avoir organisé cette Journée du bilinguisme. Enfin, j'aimerais adresser un remerciement particulier à l'intelligence artificielle de DeepL.com qui a eu la courtoisie de me traduire ce discours en français. Aujourd'hui, j'ai vécu la numérisation comme une grande opportunité. Merci.

Le président. Merci DeepL et merci Monsieur le Député. La parole est à présent à M. le député Grupp pour les Verts.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne), Fraktionssprecher. Bonjour Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier, chers collègues, chers représentants des médias. Une journée bilingue à Berne, quelle belle idée ! Quelle occasion pour un Biennois bilingue ici à Berne ! Ich hätte mir zwar gewünscht, es wäre vielleicht ein etwas eingängigeres Thema, über das ich heute in zwei Sprachen reden könnte. In der Kommissionsarbeit sahen wir auch, dass es ein Gesetz ist, das es in sich hat.

La numérisation est très avancée, dans tous les domaines dans la vie. La question n'est pas si nous la voulons, mais comment nous voulons que cela se passe. Cela vaut également pour l'administration numérique.

Nous nous basons, entre autres, sur le programme du gouvernement et la Stratégie de l'administration numérique. L'exigence de la primauté est un élément central. En d'autres termes : si le numérique est possible et judicieux, nous le recourons. D'un point de vue technique et économique, l'idéal serait désormais de ne faire que du numérique. Mais nous ne devons jamais oublier qu'il y a des gens que nous risquons d'exclure. Il n'est pas donné à tout le monde de communiquer que par voie numérique, même s'il s'agit, p. ex., de contacts et d'échanges de données dans un cadre professionnel. Ensuite, il y a aussi de nombreux domaines où les processus ne peuvent tout simplement pas être numérisés. On ne peut pas construire un hôpital de manière numérique et il en va de même dans les processus parlementaires, il y a des limites et cela peut être pénible, comme

nous l'avons appris ces derniers mois. Nous en avons également débattu hier, lors de la consultation sur le vote à distance (2021.RRGR.325), car là aussi ils existent encore des obstacles techniques.

Du point de vue des Verts, nous soutenons toutefois la primauté du numérique, car il est souvent plus simple, plus rapide, parfois aussi plus transparent et plus judicieux d'un point de vue écologique que les données ne soient plus envoyées et traitées via des formulaires imprimés, mais par voie numérique.

Pour les habitants des régions périphériques, cela peut également conduire à une plus grande équité, car une demande peut être déposée par voie électronique aussi facilement – ou aussi difficilement peut-être, parfois – que par les habitants en ville qui ont peut-être l'Office cantonal à distance de marche.

Mit der Digitalisierung ist aber auch eine gewisse Abstraktion verbunden. Das wirkt sich zum Beispiel im Bereich Datenschutz aus. Früher konnte man das Personaldossier abends einfach im Aktenschrank einschliessen. Heute muss man mit gesicherten Servern und Zugangszertifikaten arbeiten. Das ist weniger greifbar. Auch ein Dossier, das man früher im Hängeregister aufbewahrt hat, hat heute vielleicht seinen Inhalt sogar auf einem ausländischen Server abgespeichert, und das scheint einem weniger kontrollierbar. Schliesslich sind wir alle hier vermutlich noch mit Papier aufgewachsen. Und ob man jetzt die Zeitung lieber auf Tablet, Handy oder Papier liest – das spiegelt auch unsere verschiedenen Gewohnheiten wider. Brisant wird es, wenn rechtlich festgelegt wird, ob jemand nur gerade aufgrund seiner Vorliebe etwas auf Papier fordern darf oder ob es eine stichhaltige Begründung dafür braucht.

In der Kommission fühlten wir uns hie und da durch Fragen herausgefordert, die eigentlich eher Spezialisten als simple Grossrätinnen und Grossräte beantworten können. Dazu gehören Fragen und Regelungen zum Open-Source-Standard, zur Datenhoheit oder auch dazu, wie Behörden unter sich Daten möglichst effizient erfassen und teilen können. Behörden – das ist zum Schluss noch ein wichtiges Stichwort: Sie sind eigentlich die Hauptadressaten dieses Gesetzes, also auch wir, zudem alle, die aus professionellen oder institutionellen Gründen mit der Verwaltung im Austausch stehen. Damit ist aber auch gesagt, dass das Gesetz für die meisten Bürgerinnen und Bürger jetzt keine wahnsinnige Auswirkung in ihrem Alltag haben wird.

Wir freuen uns auf eine spannende und auch herausfordernde Debatte.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Fraktionssprecher. Monsieur le Président, chers collègues. Auch ich kann zumindest die Begrüssung auf Französisch machen. Das Thema Digitalisierung ist relativ komplex, und deshalb verzichte ich darauf, hier einen Versuch auf Französisch zu machen.

Der Regierungsrat hat mit der Regierungsrichtlinie einen wichtigen Entscheid gefällt, nämlich den strategischen Entscheid, die Verwaltung zu digitalisieren. Die SVP unterstützt diese Richtung der digitalen Verwaltung und ist in diesem Sinne auch überzeugt, mit dem neuen Rahmengesetz, worüber wir jetzt diskutieren, auf dem richtigen Weg zu sein. Wir versprechen uns mit einer konsequenten Umsetzung in der kantonalen Verwaltung, insbesondere im Verkehr mit Gemeinden, Institutionen und Bund, einen Effizienzgewinn *und* eine Kosteneinsparung. Schlanke Lösungen stehen für uns im Vordergrund.

Wir wollen aber auch hier einen Skaleneffekt erzielen. Wie Sie alle wissen, sind die Kosten in der Digitalisierung sehr stark vom Skaleneffekt abhängig, und gerade diesbezüglich sehen wir eine Chance in der Zusammenarbeit mit den anderen Kantonen, insbesondere auch mit Open-Source-Lösungen wie Typo 3 und weiteren.

Ein weiterer wichtiger Punkt ist für uns der Zugang zur Verwaltung für alle Leute. Und diesbezüglich unterscheiden wir zwischen zwei Ebenen. Die erste Ebene ist die Digitalisierung in der Verwaltung an sich. Dort wollen wir wirklich eine konsequente Umsetzung. Wir sind überzeugt, dass wir auch an den Schnittstellen zu unserer Bevölkerung Lösungen finden müssen, damit alle Leute den Zugang zur Verwaltung auch in Zukunft noch finden. Die SVP-Gruppe in der SAK war immer für eine schlanke Lösung, und deshalb werden wir auch in allen Teilen die Regierungsvariante unterstützen, die uns dies eigentlich gewährleistet.

Auch der Datenschutz ist für die SVP ein sehr wichtiges Element. Aber ich denke, hier haben wir mit dem KDSG eigentlich eine gute Grundlage, sodass wir hier in das Digitalisierungsgesetz nicht noch Datenschutzelemente hineinnehmen müssen.

Ich komme zu einem weiteren wichtigen sensiblen Punkt, das ist die Datensicherheit. Dadurch, dass man die Daten in der Schweiz lagert, haben wir noch keine Garantie, dass wir eine höhere Datensicherheit haben. Ich erinnere daran, dass ja Huawei, die den europäischen Standort im Liebefeld hat, auch solche Datenserver anbietet. Und ich denke, diesbezüglich braucht es die nötige Sensibilität der Verwaltung, damit wir die Entwicklungen, die in den letzten Jahren im Zusammenhang mit der Datensicherheit gemacht worden sind, auch entsprechend berücksichtigen.

Ein letzter Punkt, den wir im KDSG noch nicht besprochen haben, auf den wir dann vielleicht noch zurückkommen müssten, ist der Einsatz von künstlicher Intelligenz. Ich glaube, das ist ein Thema, über das wir hier in einer zweiten Lesung dann vielleicht auch noch sprechen müssen.

Dies meine Eingangsbemerkungen aus der Sicht der SVP. Ich freue mich auf die Diskussion zu den einzelnen Punkten in der Gesetzgebung.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Fraktionssprecher. Cher Monsieur le Président, chères et chers collègues. Organiser une Journée bilingue au moment où l'on parle d'une loi sur l'administration numérique, c'est probablement déjà un peu difficile, Monsieur le Président. Quand j'avais du français à l'école, il y a environ cent ans, toutes ces expressions n'existaient ni en allemand ni en français. J'ai eu « mille feuilles » de vote et je dois dire : bienvenue dans « ce bain de langues » et « bonne chance » pour la traduction. C'est pourquoi je n'ai que des amuse-gueules en français, j'en suis désolé, voilà.

Die Grünliberalen saluent que le canton die Digitalisierung von Leistungen der Behörden vorantreiben will und dass dafür die wichtigsten Grundsätze in einem Rahmengesetz festgehalten werden – notabene la première loi comme ça in der Schweiz. Das haben wir bei der Beratung in der Kommission gemerkt, weil wir nämlich nirgends Beispiele suchen und anschauen konnten. Wir mussten also tatsächlich gerade ausgerechnet bei der digitalen Verwaltung réinventer la roue. Und vielleicht müsste man in diesem Zusammenhang eher von der Festplatte sprechen. Grundsätzlich begrüßen wir das digitale Primat, und wir sehen auch, dass da noch viel Luft nach oben ist. Wenn wir schon nur unsere eigenen Abläufe anschauen, dann ist da zwar viel Digitalisierung vorhanden, aber es ist einfach noch ein bisschen ein Murks. Anträge online einreichen, aber dann noch ausdrucken und unterschreiben und danach von Leuten aus der Verwaltung wieder einscannen lassen und als Dokument von 18 Megabyte per E-Mail verschicken, wie jetzt bei dieser Session: cela peut encore être amélioré. Mais nous devons aussi nous prendre en mains : imprimer encore des kilos de papier alors qu'on pourrait tout obtenir facilement par voie numérique, ce n'est tout simplement plus d'actualité. Die glp fordert, dass mit dem Ausbau neuer digitaler Möglichkeiten schrittweise auch veraltete analoge Angebote abgebaut und Synergien besser genutzt werden. Nur so können wir verhindern, dass es teure und ineffiziente Parallelstrukturen gibt. Denn wir sind überzeugt: Digitalisierung ist möglich ohne grosse Mehrkosten.

Wichtig ist uns auch die sogenannte Case-Orientierung oder das Once-only-Prinzip, das heisst, dass Bürgerinnen und Bürger möglichst alles aus einer Hand erhalten und dass Daten auf den verschiedenen Staatsebenen nur *einmal* erhoben werden, zumindest in der Zukunft. Das steht zwar so nicht explizit im Gesetz, aber etwas verklausuliert findet man es in den Materialien, und wir glauben: nous sommes sur le bon chemin. Mais nous pensons aussi que la transformation numérique offre encore bien d'autres opportunités. Le canton de Berne ferait bien de continuer à se développer dans ce domaine et de jouer les précurseurs.

Da es sich um ein Rahmengesetz handelt, haben wir bewusst auch nicht zu viele Anträge gestellt, weil wir in vielen Sachen die richtige Richtung gesehen haben und überzeugt sind, dass die korrekte Umsetzung erstens viel wichtiger ist und zweitens dann auch mehr bringt. Wir hätten uns, par exemple, gut vorstellen können, dass diesem Gesetz auch noch ein Artikel zur Stärkung der Partizipation der Bevölkerung beigelegt wird. Wir sind überzeugt, dass die Digitalisierung genau für so etwas auch nützlich und sinnvoll sein könnte. Aber eine Absichtserklärung in einem Gesetz nützt nichts, wenn man dann nicht auch noch entsprechende Massnahmen ergreift, und wir werden des-

halb versuchen, konkrete Vorschläge in diese Richtung zu machen. Die glp ist für das Eintreten auf dieses Gesetz et remercie allen Beteiligten für die Arbeit an der Vorlage.

Andreas Mühlemann, Grasswil (Die Mitte), Fraktionssprecher. Ich nehme es gleich vorweg: Die Mitte-Fraktion begrüsst dieses DVG. Das Gesetz schafft einen rechtlichen Rahmen für die Digitalisierung der Organisation und der Infrastruktur in der öffentlichen Verwaltung, die für uns sehr wichtig ist. Es ist ein Gesetz, das den kantonalen Behörden wie auch den Gemeinden und anderen Trägern öffentlicher Aufgaben im Kanton als Grundlage für die Zusammenarbeit im Bereich der Digitalisierung dient. Für die Mitte-Fraktion ist es aber sehr wichtig, dass bei der Digitalisierung keine Menschen ausgeschlossen werden. Bei den Dienstleistungen und Informationen auch in Papierform müssen wir darauf achten, dass sie diese – unter bestimmten Voraussetzungen – erhalten. Ich denke, wir kommen nachher noch im Detail auf die einzelnen Artikel zu sprechen, und dort können wir unsere Anliegen auch noch einbringen, wobei wir auch mehrheitlich auf der Seite der Regierung für ein schlankes und gutes Gesetz sind, das wir hier finden.

Le président. Tous les groupes se sont exprimés. M. le Chancelier d'Etat ne souhaite pas prendre la parole à ce stade. Nous allons donc entrer dans le dans le débat de fond.

Detailberatung / Délibération par article

I.

1 Allgemeine Bestimmungen / 1 Dispositions générales

Art. 1

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 2 Abs. 1 Bst. a / Art. 2, al. 1, lit. a

Antrag SAK-Mehrheit (Roulet Romy, Malleray)

Die durch Digitalisierung optimierbaren Abläufe der Behörden im Kanton werden schrittweise und möglichst vollständig digitalisiert.

Proposition majorité de la CIRE (Roulet Romy, Malleray)

~~Dans la mesure du possible, il~~ Les processus des autorités du canton qui peuvent être optimisés par la numérisation sont peu à peu intégralement numérisés.

Antrag SAK-Minderheit (Aebi, Hellsau) und Regierungsrat

Die Abläufe der Behörden im Kanton werden schrittweise und möglichst vollständig digitalisiert.

Proposition minorité de la CIRE (Aebi, Hellsau) et Conseil-exécutif

Dans la mesure du possible, les processus des autorités sont peu à peu intégralement numérisés.

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), rapporteuse de la majorité de la CIRE. Concernant l'art. 2, al. 1 : cet article règle les objectifs de la loi. Les processus des autorités sont peu à peu intégralement numérisés. Le terme utilisé « dans la mesure du possible » est une formulation peu claire à

notre sens et qui ne donne pas suffisamment la définition de l'objectif à atteindre. Le but étant de peu à peu numériser intégralement tous les processus qui peuvent être optimisés par la numérisation, donc « doivent être réalisés ». Cette formulation que nous proposons est plus transparente et précise l'objectif plus clairement.

La proposition faite ne change pas le sens mais c'est de dire qu'on ne veut pas numériser pour numériser, mais quand cela apporte un bénéfice et une plus-value. La majorité de la commission a accepté cette proposition avec 10 voix pour, 5 contre et 0 abstention.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Sprecher SAK-Minderheit. Wir sehen das hier wie die Regierung. Digitalisierung ist auch immer eine Frage der Konsequenzen. Wir wollen hier wirklich im Verkehr zwischen den Verwaltungen eine möglichst vollständige Digitalisierung und wollen die schrittweise und möglichst vollständige Digitalisierung so im Gesetz verankern. Die Ausnahmen, die es braucht, kann man dann durchaus auf der Ebene der Verordnung hineinnehmen, wenn es im Zusammenhang mit dem Kontakt zu den einzelnen Bevölkerungsschichten steht. Aber hier beantragen wir als Minderheit, die Variante des Regierungsrates stehen zu lassen.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Fraktionssprecher. Liebe Anwesende, es ist eine sprachliche Nuance, aber sie ist eben wirklich noch wichtig. C'est important. So, wie es vorgeschlagen ist und jetzt drin wäre, heisst es: «Die Abläufe der Behörden im Kanton werden schrittweise und möglichst vollständig ...». Das heisst also: Wir digitalisieren dann vielleicht alle. Das heisst es so, wie es vorgeschlagen ist. Und die Mehrheit sagt, man müsse das ganz leicht präzisieren. Es heisst eben ... Wir streichen nichts, sondern wir sagen: Die Abläufe, die Prozesse, die man digitalisieren *kann*, *sollte* man nicht möglichst vollständig, sondern diese *soll* man vollständig digitalisieren – aber nur jene, die man kann, eben nicht alle anderen, bei denen es nichts bringt. Das ist der kleine Unterschied, und deshalb ist diese Formulierung präziser und klarer und transparenter. Daher schlagen wir Ihnen vor: Folgen Sie der Mehrheit. Die glp wird dies auch machen.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), porte-parole de groupe. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist auch der Meinung, wie die Mehrheit der Kommission, dass man das hier präzisieren kann. Man spricht hier von den Zielen. Das ist das erste Ziel des Gesetzes. Wenn man hier sagt, das Ziel des Digitalisierungsgesetzes ist das Digitalisieren, macht es nicht gross Sinn. Das Ziel muss sein, die Prozesse, die Effizienz und andere Sachen zu optimieren. Und hier sagt man einfach, das Ziel ist die Digitalisierung, wenn eine Optimierung, eine Effizienz damit verbunden ist. Diese Präzisierung ist ja das Ziel: dass es besser ist, effizienter ist, dass es für die Leute optimiert ist, dass es für die Verwaltung optimiert ist, dass es auch weniger kostet. Aber das Ziel ist eigentlich, dass man hier mit der Digitalisierung eine Verbesserung hat. Daher ist die SP-JUSO-PSA wie die Mehrheit der Meinung, dass man dies abändern kann.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne), Fraktionssprecher. Ja, ich kann für die Grünen auch zu diesem Punkt sprechen. Bei diesem Punkt unterstützen wir auch die Mehrheit. Es hat ja eben diese zwei Punkte drin: einerseits nicht digitalisieren um des Digitalisierens willen, sondern dort, wo man tatsächlich Abläufe optimieren kann – dies aber dann möglichst vollständig, also dort eigentlich wieder das Primat. Dies soll schrittweise eingeführt werden, also von daher: Die Grünen unterstützen hier die Mehrheitsposition wie beim Bst. b und Bst. c auch – das füge ich schon an.

Le président. La parole n'est plus demandée pour cet art. 2, al. 1, lit. a. Je laisse le Chancelier d'Etat, M. Auer, s'exprimer.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Le Conseil-exécutif vous propose de voter avec la minorité. Es ist, wie gesagt worden ist, eine relative kleine sprachliche Finesse, die hier unterschiedlich angegangen wird. Der Regierungsrat und die Minderheit sind der Meinung, dass diese Formulierung, diese knappe und gut verständliche Formulierung – auf Deutsch: «Die Abläufe der Behörden im Kanton werden schrittweise und möglichst vollständig digitalisiert» – für eine Zielbestimmung, die

eine ehrgeizige Richtung vorgeben soll, eine treffende und gute Formulierung ist, die auch das Nötige offen lässt. Mit dem «möglichst vollständig» ist auch klar, dass dort, wo etwas nicht verbessert werden kann ... – bspw. die Sitzung, die wir heute haben: Niemand will, dass der Grosse Rat nur noch online tagen kann; das gibt keine Verbesserung, da ist es nicht möglich, da muss man das nicht machen. Aber als grundsätzliche Zielbestimmung ist aus Sicht des Regierungsrates die Formulierung der Minderheit eine geeignete Formulierung. Ich muss aber auch einräumen: Es gibt hier nicht allzu «strong feelings». Man kann letztlich mit beiden Formulierungen leben. Trotzdem beantragt der Regierungsrat, hier der Minderheit zu folgen.

Le président. Nous allons voter sur cet art. 2, al. 1, lit. a : les député-e-s qui acceptent la proposition de la majorité de la commission votent oui, celles et ceux qui acceptent la proposition de la minorité et du gouvernement votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. a / art. 2, al. 1, lit. a

Antrag SAK-Mehrheit (Ja), Antrag SAK-Minderheit und Regierungsrat (Nein)
Proposition majorité de la CIRE (oui), proposition minorité de la CIRE et Conseil-exécutif (non)

Annahme Antrag SAK-Minderheit und Regierungsrat / Adoption proposition minorité de la CIRE et Conseil-exécutif

Ja / Oui	72
Nein / Non	74
Enthalten / Abstentions	0

Le président. Vous avez accepté la proposition de la minorité de la commission et du gouvernement.

Nous allons ancrer cette disposition dans la loi : les député-e-s qui acceptent d'ancrer la proposition de la minorité et du gouvernement dans la loi votent oui, celles et ceux qui refusent votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. a / art. 2, al. 1, lit. a

Antrag SAK-Minderheit und Regierungsrat
Proposition minorité de la CIRE et Conseil-exécutif

Annahme / Adoption

Ja / Oui	141
Nein / Non	3
Enthalten / Abstentions	0

Le président. Vous avez accepté d'ancrer la proposition de la minorité dans la loi.

Art. 2 Abs. 1 Bst. b–d / Art. 2, al. 1, lit. b à lit. d

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 2 Abs. 1 Bst. e / Art. 2, al. 1, lit. e

Antrag SP-JUSO-PSA (Riesen, La Neuveville)

Digitale Leistungen schaffen für Bevölkerung, Wirtschaft und Verwaltung einen Mehrwert ~~und reduzieren ihren Aufwand.~~

Proposition PS-JS-PSA (Riesen, La Neuveville)

Les prestations numériques créent une plus-value pour la population, l'économie et l'administration, ~~et réduisent leurs charges.~~

Antrag SAK (Roulet Romy, Malleray) und Regierungsrat

Digitale Leistungen schaffen für Bevölkerung, Wirtschaft und Verwaltung einen Mehrwert und reduzieren ihren Aufwand.

Proposition CIRE (Roulet Romy, Malleray) et Conseil-exécutif

Les prestations numériques créent une plus-value pour la population, l'économie et l'administration, et réduisent leurs charges.

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), rapporteuse de la majorité de la CIRE. Concernant la lettre e, l'argument de la majorité est le suivant : en effet, l'une des tâches centrales du Conseil-exécutif et des organes de pilotage des technologies de l'information et de la communication (TIC) et de la numérisation consistera à utiliser les instruments de la LAN – centralisation et standardisation des prestations et le remplacement des supports papier par des processus purement électronique – pour, si possible, réaliser des économies et ainsi compenser au maximum les coûts de la numérisation. On peut supposer que la mise en place des processus et de la numérisation entraîneront des charges supplémentaires, tout au moins tant que le remplacement des processus parallèles sur papier n'a pas eu lieu ou n'a pas encore été achevé.

Le but premier de la LAN n'est donc pas de faire des économies mais de viser la réduction des charges. Consciente que la mise en œuvre d'une administration numérique demande des investissements, il paraît important à la majorité de viser l'objectif de réduire les charges et donc de maintenir cet article. La commission propose donc de rejeter la proposition avec 10 voix contre, 4 pour et 2 abstentions.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), auteure de la proposition. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion ist der Meinung, dass der Kostenaufwand mit der Digitalisierung schon insgesamt kleiner wird. Das ist klar, und das ist ja für viele ... (*Der Präsident spricht aus Versehen ins Mikrofon. / Le président parle par mégarde dans son microphone.*) Für viele Dinge ist das klar. Wir sind aber der Meinung, dass man dies hier nicht noch zusätzlich in diesem Artikel aufschreiben muss, weil es gut sein kann, dass es jetzt wegen der Digitalisierung bspw. für 4 Jahre zu Mehrkosten kommt, wenn man es eben effizient machen will, wenn man vielleicht auch etwas auf Energie und Ressourcen schauen möchte, wie die Dinge aufgebaut werden ... dass es da also zu einem zeitlich beschränkten Mehraufwand kommt.

Und was heisst: Reduzieren des Aufwands? Gilt das für 10 Jahre, für 5 Jahre, für wie viel Zeit? Klar muss man generell mit der Verwaltung schauen, dass wir die Ressourcen gut einsetzen, und das ist sowieso klar. Von daher muss man aber auch schauen, dass wir diese Digitalisierung korrekt machen und dass es diesbezüglich manchmal auch zu zeitlich beschränkten Zusatzkosten kommen kann. Deswegen denken wir, dass dieser Teil des Satzes – «und reduzieren ihren Aufwand» – hier nicht nötig ist.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Fraktionssprecher. Wir unterstützen die Kommission. Den Antrag hier unterstützen wir nicht, aber – ich komme jetzt gerade mit einem Aber – wir werden –

oder ich werde – konkret in der zweiten Lesung diesen Art. e nochmals sprachlich zur Diskussion bringen, bevor wir ihn nachher in der Redaktionskommission unter der Leitung des Staatsschreibers auch noch einmal anschauen. Denn er stimmt sprachlich nämlich nicht. Also: «Digitale Leistungen schaffen», und dann «und reduzieren ihren Aufwand». Das geht nicht auf; das «ihren» bezieht sich auf nichts. Das geht nicht auf; das ist sprachlich nicht korrekt. Das müssen wir noch anschauen. Wir wissen, was gemeint ist, aber wir müssen es sprachlich noch besser formulieren. Aber wir wollen es nicht streichen, so wie der Antrag ist.

Philippe Messerli, Nidau (EVP), Fraktionssprecher. Die EVP lehnt diesen Änderungsantrag ab. Ein zentrales Ziel der Digitalisierung muss zwingend sein, den Aufwand für alle – das heisst: für die Bevölkerung, die Wirtschaft und die Verwaltung – zu reduzieren. Diese Zielsetzung gehört deshalb unbedingt ins Gesetz. Natürlich ist aber klar, dass nicht alles sofort und auf einen Schlag optimiert und verbessert werden kann. Aber die Aufwandreduzierung muss eine Daueraufgabe bleiben. Das Gesetz ist dabei der Taktgeber und gibt die nötige Stossrichtung vor. In diesem Sinne beantragen wir, den Antrag SP-JUSO-PSA abzulehnen.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne), Fraktionssprecher. Chers collègues, peut-être que ça vaut le coup de quand même encore traduire ces arguments de Maurane Riesen en français, une tâche que je fais bien volontiers. Alors, effectivement, les Verts visent aussi à ce que par cette numérisation, les coûts soient réduits à long terme. Il n'empêche que, peut-être lors de l'introduction de cette numérisation de l'administration, il pourrait très bien y avoir des charges supplémentaires et, pour pouvoir les combler, c'est peut-être un peu difficile de déjà indiquer des objectifs de manière assez explicite.

Bei den Grünen waren wir daher etwas gespalten. Soll diesem Anfangsaufwand tatsächlich in den Zielsetzungen Rechnung getragen werden oder ist es – so, wie es Philippe Messerli vorhin gesagt hat – ein langfristiges Ziel und hat deshalb seinen Platz hier? Die Grünen stimmen dem Antrag Riesen/SP-JUSO-PSA mehrheitlich zu, wir hatten aber auch ein paar Enthaltungen und Gegenstimmen.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Fraktionssprecher. Für uns ist das ein zentrales Element der Digitalisierung: konsequente Umsetzung, Effizienzgewinn und Kosteneinsparungen. Und diese zwei Elemente gehören in diese Gesetzgebung hinein. Deshalb stehen wir hier für die Regierungsvariante ein und wollen das drinlassen.

Le président. Ich übergebe das Wort dem Herrn Staatsschreiber.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Le Conseil-exécutif vous propose de refuser cette proposition du groupe PS-JS-PSA. Wie Maurane Riesen richtig gesagt hat, ist es schon so, dass es natürlich in der Anfangsphase und bei der Einführung einer digitalen Leistung aufwendig sein kann und dass das Projekt kostspielig sein kann. Aber wir sprechen hier von einer Zielbestimmung, und das Ziel muss aus Sicht des Regierungsrates sein, dass man eben nicht digitalisiert um der Digitalisierung wegen, sondern um effizienter zu werden, und das heisst auch, um langfristig kostengünstiger zu werden. Deshalb beantragt der Regierungsrat als Zielbestimmung, an dieser Formulierung festzuhalten und den Antrag der SP-JUSO-PSA abzulehnen.

Le président. Nous allons voter sur l'art. 2 al. 1, lit. e : les député-e-s qui acceptent la proposition de la commission et du gouvernement votent oui, celles et ceux qui acceptent la proposition PS-JS-PSA votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. e / art. 2, al. 1, lit. e

Antrag SAK und Regierungsrat (Ja), Antrag SP-JUSO-PSA (Nein)
 Proposition CIRE et Conseil-exécutif (oui), proposition PS-JS-PSA (non)

**Annahme Antrag SAK und Regierungsrat /
 Adoption proposition CIRE et Conseil-exécutif**

Ja / Oui	99
Nein / Non	44
Enthalten / Abstentions	1

Le président. Vous avez accepté la proposition de la commission à l'art. 2, al. 1, lit. e.
 Nous allons ancrer cette disposition à l'art. 2, al. 1, lit. e dans la loi : les député-e-s qui l'acceptent votent oui, celles et ceux qui le rejettent votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. e / art. 2, al. 1, lit. e

Antrag SAK und Regierungsrat
 Proposition CIRE et Conseil-exécutif

Annahme / Adoption

Ja / Oui	140
Nein / Non	0
Enthalten / Abstentions	0

Le président. Vous avez accepté d'ancrer cet article dans la loi à l'unanimité.

Art. 2 Abs. 1 Bst. f / Art. 2, al. 1, lit. f

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 2 Abs. 1 Bst. g (neu) / Art. 2, al. 1, lit. g (nouveau)

Antrag SAK-Mehrheit (Roulet Romy, Malleray)

Die Digitalisierung der Verwaltung trägt möglichst umweltbezogenen, gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Aspekten Rechnung.

Proposition majorité de la CIRE (Roulet Romy, Malleray)

Dans la mesure du possible, la numérisation de l'administration prend en compte les aspects environnementaux, sociétaux et économiques.

Antrag SAK-Minderheit (Aebi, Hellsau) und Regierungsrat

Geltendes Recht

Proposition minorité de la CIRE (Aebi, Hellsau) et Conseil-exécutif

Droit en vigueur

Antrag Graber, La Neuveville (SVP)

Die Digitalisierung der Verwaltung trägt möglichst humanen, gesellschaftlichen, umweltbezogenen, ~~gesellschaftlichen~~ und wirtschaftlichen Aspekten Rechnung.

Proposition Graber, La Neuveville (UDC)

Dans la mesure du possible, la numérisation de l'administration prend en compte les aspects humains, sociétaux, environnementaux, ~~sociétaux~~ et économiques.

Le président. Nous avons différentes propositions : une proposition de la majorité de la commission, une proposition de Mme la députée Graber et une proposition de la minorité de la commission et du gouvernement. Nous allons d'abord analyser les deux premières propositions, je laisse la parole à Mme la députée Roulet Romy.

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), rapporteuse de la majorité de la CIRE. Concernant la proposition Graber, elle a été rejetée avec 14 voix contre 0 et 2 abstentions par la majorité de la commission, parce que nous estimons que l'aspect humain est déjà intégré dans le terme « sociétaux » que nous proposons dans cette proposition g.

Je vais en même temps expliquer justement la position de la majorité sur ce nouvel article : nous pensons qu'il manque dans cette loi une déclaration concernant la durabilité dans le sens environnemental, social et économique. La numérisation impacte particulièrement le domaine de la consommation d'énergie et de matériel informatique et va diminuer le papier, certes, mais augmenter la consommation d'électricité par l'utilisation d'Internet. La numérisation doit être réalisée en utilisant efficacement l'énergie et les ressources et en ayant conscience de l'impact environnemental.

La majorité est favorable à la prise en compte de ces éléments dans la mise en œuvre de la stratégie numérique et soutient que les aspects environnementaux, sociétaux et économiques figurent dans les objectifs de la loi. Cette proposition a été acceptée par la majorité avec 9 voix pour, 8 contre et 0 abstention, avec la voix prépondérante du président de la commission.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC), auteure de la proposition. Das DVG enthält sehr gute Bestimmungen. Es entspricht dem Zeitgeist und geht auf echte Notwendigkeiten ein. Doch auch wenn es in seinen grossen Gliederungen positiv aussieht, berücksichtigt dieses Gesetz die Lage der Zehntausenden von Personen in unserem Kanton, die keinen Computer besitzen oder welche die Informatikwerkzeuge schlecht oder kaum beherrschen, nicht ausreichend. Mit meinem Vorschlag zur Änderung von Art. 2 des DVG beabsichtige ich keineswegs, mich der Digitalisierung der kantonalen Verwaltung oder der Digitalisierung unserer Gesellschaft zu widersetzen. Diese Digitalisierung ist unumkehrbar. Im Guten wie im Schlechten wird sie sich nur noch verstärken.

Meines Erachtens muss jedoch ein Grundsatz in das DVG aufgenommen werden, der Zehntausende von Personen schützt, die mit dem Computer nicht vertraut sind. Diese müssen unbedingt weiterhin mit der kantonalen Verwaltung in Verbindung treten können, indem sie in Papierform kommunizieren oder Antworten auf ihre Fragen per Telefon erhalten. Ich betone, liebe Kolleginnen und Kollegen, dass es nicht nur Hunderte, sondern Zehntausende von Personen in unserem Kanton sind, die schlecht oder gar nicht mit Computern umgehen können. Ich kenne viele von ihnen persönlich. Zum Beispiel kenne ich sogar einen 80-jährigen Kassier eines Vereins, der keinen Computer besitzt und die Konten seines Vereins in Form von handgeschriebenen Konten führt. Diese Menschen gibt es, glauben Sie mir, und sie sind nicht alle 80 Jahre alt oder älter.

Unseren zehntausenden Mitbürgerinnen und Mitbürgern nicht mehr zu ermöglichen, mit unserer Verwaltung über die traditionellen Kanäle in Verbindung zu treten, die noch vor zwei Jahrzehnten mehrheitlich üblich waren, würde bedeuten, zwei Kategorien von Personen einzuführen: die digitalisierten Bürger der ersten Kategorie, die von privilegierten Verwaltungsbehandlungen profitieren,

und die nicht digitalisierten Bürger der zweiten Kategorie, die Opfer zeitlicher, finanzieller und im schlimmsten Fall sogar Opfer sozialer Diskriminierung sind.

Ich hielt es für angebracht, meinen Änderungsantrag in Art. 2 des vorliegenden Gesetzes aufzunehmen. Ich erkenne, dass es möglich gewesen wäre, ihn anderswo einzufügen. Ich habe mich jedoch dafür entschieden, ihn in Art. 2 aufzunehmen, weil ein Änderungsantrag der SAK-Mehrheit eine allgemeine Rahmenbestimmung für den Prozess der Digitalisierung der Verwaltung enthält. Zudem erinnere ich daran, dass unser Grosser Rat in der Wintersession 2019, also in der laufenden Legislaturperiode, mit grosser Mehrheit eine Planungserklärung der SVP-Fraktion mit folgendem Wortlaut angenommen hat – ich zitiere: «Der Digitalisierungsprozess der Kantonsverwaltung darf auf keinen Fall dazu führen, dass für die Bevölkerung der Zugang zur Verwaltung über die traditionellen Kanäle, wie Telefon, Zahlungen via Einzahlungsschein, Ausfüllen von Formularen in Papierform usw., schwieriger und teurer wird.»

Ich sehe keinen Grund, der dafürsprechen würde, das hervorragende Prinzip der Vorsorge, des Schutzes und der Nichtdiskriminierung, das wir vor zwei Jahren verabschiedet haben, aufzugeben. Ich hoffe, dass sehr viele von Ihnen akzeptieren werden, dass es in Zukunft wie bisher für Privatpersonen möglich sein wird, mit der Verwaltung per Telefon, Post, handschriftlichem Ausfüllen eines Formulars oder Zahlungen per Einzahlungsschein in Kontakt zu treten. Es kann nicht genug daran erinnert werden, dass es in unserem Kanton immer noch mehrere zehntausend Personen gibt, die mit den neuen Kommunikationstechnologien nicht oder sehr wenig vertraut sind. Viele dieser Menschen sind alt, sozial benachteiligt oder sehr traditionell eingestellt. *(Der Präsident bittet die Rednerin, zum Schluss zu kommen. / Le président demande à l'oratrice de conclure.)* Zu ihrem unangenehmen Gefühl, sich in einem Minderheitsstatus zu befinden, sollten wir nicht noch die Qualen der Nichtbeherrschung von Informatikwerkzeugen und die Risiken der sozialen Ausgrenzung hinzufügen, in einer Zeit ... *(Der Präsident bittet die Rednerin erneut, zum Schluss zu kommen. / Le président demande à l'oratrice de conclure.)* Respektieren wir unsere nicht digitalisierten Mitbürgerinnen und Mitbürger! Monsieur le Président, encore vingt secondes, j'ai fait l'effort de parler en allemand pour cette excellente Journée du bilinguisme. Pour répondre ... *(Der Präsident schaltet das Mikrofon aus. / Le président coupe le micro.)*

Le président. Non, s'il vous plaît. Arrêtez, s'il vous plaît, Madame la Députée.

Pour la position de la minorité de la commission et du Conseil-exécutif, M. le député Aebi.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Sprecher SAK-Minderheit, Fraktionssprecher. Ich vertrete hier die Minderheit, muss aber betonen, dass ich gleichzeitig gerade zwei Hüte trage, weil ich die Meinung der SVP auch noch vertrete.

Als Sprecher der Minderheit habe ich eingangs gesagt, dass es für uns sehr, sehr wichtig ist, dass wir in einem Rahmengesetz einfache, kurze Formulierungen haben. Deshalb ist die Kommissionsminderheit der Meinung, dass die Variante, welche die Regierung im Gesetz gebracht hat, absolut ausreichend ist, um darzustellen, was sie damit machen will. Wir brauchen also weder «umweltbezogen» noch sonst etwas in diesem Gesetz drin zu haben, weil das an anderen Orten geregelt ist. Deshalb unterstützen wir eigentlich den Antrag ... – nicht «eigentlich»: Wir unterstützen den Antrag der Regierung.

Ich komme noch zum Antrag der Parteikollegin und Grossrätin Graber. Wenn Sie den Text lesen, den sie eingebracht hat, korrespondiert dieser nicht mit dem, was hier gesagt worden ist. Wir haben in Art. 7 den Zugang von Privatpersonen zur Verwaltung zu regeln versucht: dass man anfordern kann, dass man etwas in Papierform haben kann, damit auch die Leute, die mit der Digitalisierung Schwierigkeiten haben, Zugang zur Verwaltung haben. Das ist uns sehr, sehr wichtig. Aber innerhalb der Verwaltungsorganisationen – zum Bund, zu den Gemeinden, zu anderen Organisationen, auch zu Unternehmungen – muss diese Digitalisierung durchgezogen sein, denn sonst bringt sie diesen Effizienzgewinn, von dem wir gesprochen und den wir vorher verabschiedet haben, nicht. Die SVP-Fraktion – und jetzt komme ich zu den zwei Hüten – unterstützt den Antrag von Grossrätin Graber mehrheitlich.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Fraktionssprecher. Ja, liebe Anwesende, es ist tatsächlich so, dass dieser Bst. g, der als Ergänzung eingegeben worden ist, den die Mehrheit der Kommission hier propagiert, eine gewisse Redundanz aufweist: eine Redundanz in dem Sinne, dass wir solche nachhaltigen Ziele auch schon an anderen Orten geregelt haben im Kanton. Aber wir müssen auch ein bisschen ... Nun muss ich Ihnen schnell erklären, wie das zustande gekommen ist.

Die Verwaltung und die Regierung haben nämlich in einem Vorschlag vorgängig – Sie haben das gesehen, man hat sich nachher dort geeinigt – das Wort «nachhaltig» verwendet. Und in diesem «nachhaltig» war eben eigentlich das enthalten, was ich Ihnen in meinem Eingangsvotum erklärt habe. Sie haben damit gemeint, dass man z. B. gewisse Dinge nur einmal eingeben muss. Aber das Wort «Nachhaltigkeit» wird heute halt einfach anders verwendet, und deshalb haben wir es oben im Zweckartikel eigentlich herausgeputzt. Deshalb haben wir aber dann gesagt: Gerade bei der digitalen Verwaltung ist Nachhaltigkeit eben etwas ganz Wichtiges, und deshalb wollen wir das hier eigentlich auch noch einmal drin haben. Das zeigt so ein bisschen: Das Buch mit der grössten Auflage – die Bibel – zeigt, was man diesbezüglich machen muss. Gewisse Dinge, die einem wichtig sind, muss man immer wieder wiederholen. Sachen, die wichtig sind, muss man wiederholen. (*Heiterkeit / Hilarité*) Das lehrt uns schon die Bibel. Les choses qui sont importantes, il faut les répéter.

Und deshalb ... Sie haben auch vorhin beim Votum von Caroline Graber gesehen, wie wichtig das ist: Sie hat mehrere Male – elle a répété toujours – «Zehntausende von Leuten» wiederholt. Es seien nicht nur Tausende, sondern Zehntausende von Leuten, hat sie betont. Aber, liebe Caroline, jetzt kommt das grosse Aber: Du hast irgendetwas nicht gesehen oder überlesen oder überschaut. Art. 7 ist vorhin schon erwähnt worden, man *kann* – aber Art. 8: Es wird *niemand* verpflichtet. Dein 80-jähriger Vereinskassier wird *nie* verpflichtet sein, digital mit dem Kanton zu verhandeln. Nie! Der kann immer anrufen. Der kann immer direkt vorbeigehen. Immer! Der wird nicht verpflichtet – lies den Art. 8. Art. 8 schreibt vor, wer verpflichtet wird – ausser, es sei ein Verein, der Subventionen vom Kanton erhält, dann *muss* er. Dann müsste er sich tatsächlich digital mit dem Kanton in Verbindung setzen, so wie das auch die Landwirte müssen und prima können, so wie dies andere müssen. Das kann man vorschreiben, aber alle anderen, wir Normalos, wir müssen nicht digital mit dem Kanton verhandeln oder in Kontakt treten. Wir können nach wie vor anrufen, und wir können nach wie vor auch vorbeigehen. Das ist kein Problem. Es steht nirgends in diesem Gesetz, dass plötzlich nur noch ... Das wird es dann vielleicht irgendwann einmal in Zukunft geben, wenn all jene ausgestorben wie wir, die nicht Digital Natives sind. Irgendwann wird das vielleicht kommen, aber in ferner, ferner Zukunft. Sie müssen nicht Angst haben. Erst dann, wenn – ich sage es jetzt etwas böse – diese Zehntausende alle ausgestorben sind – dazu gehören wir vielleicht auch –, wird es nur noch einen digitalen Verkehr mit dem Kanton und mit den Behörden geben.

Deshalb unterstützen wir die Mehrheit der Kommission und empfehlen Ihnen, genau gleich abzustimmen und den Antrag von Frau Caroline Graber abzulehnen.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), porte-parole de groupe. Die SP-JUSO-PSA-Fraktion unterstützt ebenfalls den Vorschlag der Mehrheit. Die Prinzipien der Nachhaltigkeit im Wortsinn, wie es eigentlich die meisten Leute verstehen – nicht, wie es im Gesetz geschrieben wäre –, müssen bei der Umsetzung der Digitalisierung der Verwaltung auch berücksichtigt werden. Das wird übrigens auch von einer Planungserklärung unserer Kommission CIRE/SAK im Rahmen des Berichts über die digitale Verwaltung gefordert.

Zum Beispiel im Rahmen der eingesetzten Werkzeuge der Digitalisierung muss auch auf die Energieeffizienz geachtet werden. Ich denke dabei insbesondere an die Server, die sehr energieintensiv sind. Es muss auch darauf geachtet werden, dass nicht unbedingt die billigsten Rohstoffe beschafft werden, sondern auch solche, die ausländischen Angestellten auch ein würdiges Leben ermöglichen können – dies auch unter Berücksichtigung der Kosten, die nachher dadurch beim Kanton entstehen. Die Fraktion empfiehlt Ihnen, den Mehrheitsvorschlag zu unterstützen.

Zum Vorschlag von Anne-Caroline Graber: chère Anne-Caroline, dans le mot « sociétaux », l'aspect humain est aussi compris dedans. J'ai beaucoup de sympathie pour les aspects que tu as énoncés et que tu défends ici à la tribune. A mon avis, ils n'impliquent pas forcément un soutien ici, à cette

modification, mais un soutien à d'autres propositions de modification que nous avons amenées. J'espère fortement que toi et d'autres personnes qui soutiennent ton amendement, soutiendront aussi la proposition de la majorité de la commission et soutiennent aussi notre proposition de groupe dans d'autres aspects.

Donc, en résumé, le groupe PS-JS-PSA soutient l'avis de la majorité par rapport à la proposition de Mme Graber.

Christoph Grupp, Biel/Bienne (Grüne), Fraktionssprecher. Ja, liebe Anwesende, eine spannende Diskussion respektive spannend auch, zu überlegen, was dann tatsächlich zu diesem Punkt der Nachhaltigkeit im Gesetz stehen wird. Eben, es war schon einmal drin, das hat die Sprecherin der Kommission erklärt – nachhaltig, aber eben im digital-technischen Sinn. Das konnten wir dann ja anders formulieren, damit es auch für uns alle hier in diesem Saal und für die Leute im Kanton verständlich ist.

Deshalb haben wir jetzt diesen neuen Vorschlag zur Nachhaltigkeit als Bst. g angefügt, und ich finde es sehr wichtig, dass dieser hier steht. Natürlich gibt es Überschneidungen mit anderen Gesetzgebungen, welche die Nachhaltigkeit auch fordern, aber gerade in der Digitalisierung und wenn wir die Nachhaltigkeit umfassend verstehen ... Es umfasst ökologische Aspekte – Stromverbrauch, Ressourcen sparen und so weiter –, es umfasst ökonomische Anliegen – langfristig günstiger werden oder manchmal auch etwas schneller, weniger Kosten – und es umfasst eben auch die sozialen Elemente, bei denen man natürlich sagen kann: Auch der Aspekt von Kollegin Graber ist dort schon enthalten. Sie zielt etwas mehr auf das Individuelle ab mit dem «human» – «humain» en français. Da ist noch das Individuum angesprochen. Wir von den Grünen gehen eigentlich davon aus, dass dies in einem guten Nachhaltigkeitskonzept auch schon enthalten wäre. Aber wir hatten hierzu ziemliche Diskussionen. Und darum es ist schlussendlich bei den Grünen so herausgekommen, dass wir fast die gleiche Stimmenzahl hatten, sowohl für den Antrag Graber wie für die g-Mehrheit. Auf jeden Fall aber bitte ich Sie wirklich, dieses Anliegen der Nachhaltigkeit hier in dieses Gesetz hineinzuschreiben, in der einen oder anderen Form. Das ist unser grosses grünes Anliegen. Danke, wenn Sie dem folgen können und nicht der Minderheit.

Le président. Ich begrüsse auf der Tribüne eine Klasse aus dem Berufs- und Weiterbildungszentrum Lyss. Es sind Zimmerleute im zweiten Lehrjahr. Bienvenue à Berne. (*Applaus / Applaudissements*)

Carlos Reinhard, Thun (FDP), Fraktionssprecher. Monsieur le Président, Monsieur le Chancelier, Mesdames et Messieurs, chers collègues. Seulement un petit mot pour le groupe PLR : Ich glaube, wir müssen langsam aufpassen, dass wir nicht anfangen, bei jedem Gesetz oder jeder Verordnung oder bei einem Papier immer wieder zu wiederholen, wie wichtig das alles ist. Wenn ich mit den Leuten rede, mit der Bevölkerung, sagen sie, die Gesetze würden immer komplizierter zu lesen. Wenn man jetzt den Antrag des Regierungsrates in diesem ganzen Gesetz, das wir von der FDP übrigens unterstützen, durchgeht, bemerkt man auch eine gewisse Einfachheit. Ich habe einmal in einer Zeitung gelesen – ich weiss nicht mehr, wo, ich habe es gerade noch gesucht –, wie schnell Dokumente aus der Gesetzgebung in der Schweiz wachsen, jedes Jahr. Ich habe überlegt, wie wir diese Gesetze mal wieder vereinfachen können, ein bisschen aufräumen, ein bisschen putzen und so weiter. Wir haben jetzt in dieser Session so viele Gesetzgebungen, bei denen wir ständig über das Gleiche diskutieren: ob wir jetzt hier noch eine gewisse Werthaltung mitgeben wollen oder so. Wir haben das in der Verfassung gemacht, dann müssen wir doch nicht in jedem Papier und in jeder Gesetzgebung, die danach folgt, immer wieder alles wiederholen und formulieren. Deshalb: Die FDP hat ein bisschen Mut zur Lücke. Wir folgen bei dieser Gesetzgebung dem Regierungsrat, eben auch mit dem Gedanken einer gewissen Einfachheit und Lesbarkeit.

Philippe Messerli, Nidau (EVP), Fraktionssprecher. Wir haben es schon bei der Eintretensdebatte gesagt: Es darf bei der Digitalisierung nicht nur um Effizienz und Kostenvermindierungen gehen. Das sind wirklich zwei wichtige Dinge. Die EVP steht deshalb hinter dem neuen Bst. g, wie er von

der Kommissionsmehrheit vorgeschlagen wird. Es ist wichtig, dass bei der Digitalisierung auch der Nachhaltigkeit – namentlich gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und vor allem auch umweltbezogenen Aspekten – Rechnung getragen wird. Aufgrund unserer knappen Ressourcen, der Ziele der Energiestrategie und des Klimawandels besteht ökologisch ein klarer Handlungsbedarf, gerade auch mit Blick auf die nächsten Generationen. Der digitale Wandel muss auch seinen Beitrag dazu leisten. Digitalisierung muss zwingend nachhaltig sein.

Den Antrag Graber, der zusätzlich den Begriff «human» in den Zielkatalog einfügen möchte, erachten wir als unnötig. Die EVP ist der Ansicht, dass dem Aspekt des Humanen mit den gesellschaftlichen und umweltbezogenen Aspekten Genüge getan wird. Die Antragstellerin hat gesagt, sie wolle eigentlich mit diesem Antrag und dem Begriff «human» den Zugang für Personen erleichtern, die nicht informatikaffin sind. Auch wir glauben: Wenn wir den Begriff in den Zielkatalog einfügen, haben wir noch keine Verbesserung für diese Personen erreicht. Diese Verbesserungen sind in Art. 7 garantiert. Dort ist es wichtig, dass man das regelt, und nicht hier im Zielkatalog. In diesem Sinn lehnen wir den Antrag Graber ab.

Andreas Mühlemann, Grasswil (Die Mitte), Fraktionssprecher. Wir haben uns wie die FDP, wie es Carlos vorhin gesagt hat ... Wir wollen möglichst einfache Formulierungen, wie es die Regierung hier vorschlägt. Wir lehnen auch den Antrag von Anne-Caroline Graber ab, obschon dieser auch gute Argumente enthält. In diesem Sinn folgen wir der Regierung.

Le président. Je laisse la parole à Mme la députée Graber comme intervenante à titre individuel.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC), intervenante à titre personnel. L'argument principal qui a été opposé à ma proposition est celui qui consiste à dire que « humain » est compris dans « sociétal ». Je m'oppose à cette interprétation : « sociétal » a une dimension collective, c'est comme quand on parle du peuple, tandis que « humain » a une dimension individuelle.

Dans l'histoire, vous savez tous qu'on a persécuté des minorités, on a persécuté des personnes qui étaient considérées comme une charge pour le peuple, comme une charge pour la société. La société, c'est collectif, l'humain, c'est individuel. Si vous voulez protéger les personnes, il ne faut pas la notion « sociétal », il faut la notion « humain » et dans nos Constitutions, ce sont les libertés individuelles qui sont garanties, « individuelle Freiheitsrechte oder Grundrechte », ce ne sont pas des libertés sociétales. Encore une fois, vous savez que la société peut être contre certains individus minoritaires considérés comme un poids, comme une charge.

Chers collègues, le groupe UDC, à une très grande majorité, est d'accord de soutenir la proposition de la majorité de la commission CIRE, simplement en ajoutant « humain ». Est-ce que vous tous, chers collègues, vous ne pouvez pas accepter l'introduction de la notion « humain » ? Pour simplement rappeler que la digitalisation n'est pas la première priorité mais qu'elle doit respecter des enjeux humains, les personnes, et aussi des enjeux de société, et aussi l'environnement, je suis d'accord avec vous, et l'UDC peut vous suivre là-dessus. Est-ce que vous voulez refuser ce bon consensus ? Est-ce que vous ne pouvez pas être d'accord qu'on rajoute juste « humain » dans ces dispositions générales ? Merci für die Aufmerksamkeit.

Le président. Après ce plaidoyer, la parole est à M. le chancelier d'Etat.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, si, plus tard, dans la première votation vous devez choisir entre la proposition Graber et la proposition de la majorité, le gouvernement vous invite à refuser la proposition Graber. Madame Graber, même si l'adjectif « humain » est sympa pour nous et pourquoi pas le mettre là-dedans ? Mais s'il n'est pas nécessaire, il ne faut pas mettre un adjectif dans une législation. Comme M. Hannes Zaugg l'a dit : dans l'art. 8 du projet de loi, on peut lire que les personnes qui n'ont pas de relations professionnelles avec l'Etat ne sont pas obligées de communiquer électroniquement avec l'Etat. Alors, toutes ces personnes auxquelles vous pensez et pour lesquelles vous avez peur qu'elles doivent se mettre sous le « Joch » de la numérisation, elles sont déjà « ausgenommen » du projet de loi.

Der Regierungsrat wird Ihnen aber auch beantragen – ich spreche gleich auch noch zum Minderheitsantrag –, auch den Mehrheitsantrag der Kommission abzulehnen. Der Regierungsrat beantragt zusammen mit der Minderheit, diesen Bst. g gar nicht in das Gesetz aufzunehmen. Es ist nicht notwendig, dieses Gesetz hier mit einem zusätzlichen Bst. g zu ergänzen. Und auch wenn man es dann machen würde, Hannes Zaugg, müsste man das in der Redaktionskommission oder in der zweiten Lesung noch genauer anschauen, wenn es heisst: «Die Digitalisierung [...] trägt [...] [den] umweltbezogenen [...] Aspekten Rechnung.» Liebe Grossrätinnen und Grossräte, wissen Sie, was wir damit anfangen sollen? Was sind die «umweltbezogenen Aspekte»? Das ist alles oder nichts. Wenn Sie vorsehen wollen, dass wir die Energie, welche die Digitalisierung braucht, möglichst ökologisch mit Sonnenenergie, mit erneuerbaren Energien ... Wenn Sie das wollen, dann müssen Sie das in der Energiegesetzgebung regeln, Sie müssen es in der Umweltschutzgesetzgebung regeln, aber Sie müssen nicht eine solch allgemeine Klausel in einen Zielartikel zu einem Gesetz über die digitale Verwaltung einfügen.

Der Regierungsrat beantragt Ihnen, gar keinen Bst. g aufzunehmen und der Kommissionsminderheit zu folgen.

Le président. Nous allons voter sur cet art. 2, al. 1, lit. g (nouveau) : nous allons d'abord opposer la proposition de la majorité de la commission à la proposition de Mme la députée Graber : les député-e-s qui acceptent la proposition de la majorité de la commission votent oui, celles et ceux qui soutiennent la proposition de Mme le députée Graber votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. g (neu) / art. 2, al. 1, lit. g (nouveau)

Antrag SAK-Mehrheit (Ja), Antrag Graber (Nein)

Proposition majorité de la CIRE (oui), proposition Graber (non)

Annahme Antrag SAK-Mehrheit / Adoption proposition majorité de la CIRE

Ja / Oui 95

Nein / Non 50

Enthalten / Abstentions 1

Le président. Vous avez décidé de soutenir la proposition de la majorité de la commission.

Nous allons maintenant opposer cette proposition de la majorité de la commission à la proposition de la minorité de la commission et du gouvernement : les député-e-s qui soutiennent la proposition de la majorité de la commission votent oui, celles et ceux qui soutiennent la proposition de la minorité et du gouvernement votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. g (neu) / art. 2, al. 1, lit. g (nouveau)

Antrag SAK-Mehrheit (Ja), Antrag SAK-Minderheit und Regierungsrat (Nein)

Proposition majorité de la CIRE (oui), proposition minorité de la CIRE et Conseil-exécutif (non)

Annahme Antrag SAK-Minderheit und Regierung /

Adoption proposition minorité de la CIRE et Conseil-exécutif

Ja / Oui 68

Nein / Non 78

Enthalten / Abstentions 0

Le président. Vous avez soutenu la proposition de la minorité de la commission et du gouvernement.

Il n'y a pas de vote sur la proposition qui l'emporte car la proposition de la minorité du gouvernement ne veut pas cette nouvelle lettre.

Art. 2 Abs. 2 Bst. h (neu) / Art. 2, al. 2, lit. h (nouveau)

Antrag SP-JUSO-PSA (Riesen, La Neuveville)

Die Digitalisierung der Verwaltung gewährleistet den Schutz sensibler Daten und sorgt für die Sicherheit der IT-Systeme.

Proposition PS-JS-PSA (Riesen, La Neuveville)

La numérisation de l'administration assure la protection des données sensibles et veille à la sécurité des systèmes informatiques.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), auteure de la proposition. Daten sind das Gold des 21. Jahrhunderts. Der Schutz der Daten ist eine sehr grosse Herausforderung für die gesamte Bevölkerung. Der Kanton muss in der Digitalisierung auch eine grosse Herausforderung sehen, und deswegen verdient der Datenschutz seinen Platz in den Zielen des Gesetzes. Ja, es gibt ein Datenschutzgesetz. Ja, es wird auch weiter unten in diesem Gesetz erwähnt. Aber genau dafür braucht es auch ein zusätzliches Zeichen, dass es wichtig ist, und dieses Zeichen sollte gerade in den Zielen ebenfalls erwähnt sein.

Man kann nicht garantieren, dass man nicht angegriffen wird, aber man kann mehr oder weniger Mittel einsetzen, um die Systeme zu schützen. Man kann auch testen, ob die Systeme zuverlässig sind oder nicht. Beispielsweise Banken oder andere Systeme bezahlen Spezialisten, die das System für einen Tag oder für fünf Tage zu hacken versuchen, und dann schauen sie, ob die Systeme resistent sind. Das sind Methoden, mit denen man das prüfen kann. Deswegen können es mehr oder weniger Mittel sein. Gesundheits-, soziale, Finanz-, zivile und andere Daten sind sehr wichtige Daten, und diese müssen geschützt werden. Das muss als Ziel in diesem Gesetz enthalten sein.

Die SP-JUSO-PSA-Fraktion möchte die Wichtigkeit des Datenschutzes aufzeigen und beantragt Ihnen, dass Sie den Antrag annehmen.

Le président. La parole n'est pas demandée. Je laisse M. le Chancelier d'Etat s'exprimer.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Der Regierungsrat beantragt Ihnen, den neu vorgeschlagenen Bst. h abzulehnen. Grossrätin Maurane Riesen hat es eigentlich selbst gesagt: Es ist in der Datenschutzgesetzgebung in Art. 17 bereits klar so verankert. Dort heisst es: «Wer Personendaten bearbeitet, sorgt für ihre Sicherung.» Dieses Prinzip ist auch im Art. 18 der Verfassung des Kantons Bern (KV) bereits zugrunde gelegt. Das ist in der Gesetzgebung schon enthalten. Es ist aus Sicht des Regierungsrates nicht notwendig, diese Zielbestimmung noch mit einem Datenschutzziel zu ergänzen.

Le président. Nous allons voter sur cet art. 2, al. 1, lit. h (nouveau) : les député-e-s qui acceptent cette proposition du PS-JS-PSA votent oui, celles et ceux qui la rejettent votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. h (neu) / art. 2, al. 1, lit. h (nouveau)

Antrag SP-JUSO-PSA
Proposition PS-JS-PSA

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui	52
Nein / Non	90
Enthalten / Abstentions	0

Le président. Vous avez rejeté cette proposition.

Art. 2 Abs. 1 Bst. i (neu) / Art. 2, al. 1, lit. i (nouveau)

Antrag SP-JUSO-PSA (Riesen, La Neuveville)

Die Digitalisierung der Verwaltung erhöht die digitale Unabhängigkeit des Kantons.

Proposition PS-JS-PSA (Riesen, La Neuveville)

La numérisation de l'administration renforce l'indépendance numérique du canton.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), auteure de la proposition. Hier geht es darum, dass wir, wenn wir schon noch mehr Digitalisierung wollen, auch darauf schauen, dass der Kanton eine gewisse Unabhängigkeit in der Digitalisierung haben kann. Das heisst: digitale Kompetenzen innerhalb der Verwaltung stärken können, manchmal auch gute Alternativen berücksichtigen können, wenn es diese gibt, und nicht einfach immer jene Lösungen finden, die auch von den anderen grossen IT-Firmen vorgestellt werden.

Nehmen wir ein Beispiel: die Abstimmungsempfehlungsvideos, die der Kanton auf Youtube hochlädt: Youtube kann entscheiden, was den Leuten empfohlen wird, nachdem sie dieses Video des Kantons angeschaut haben. Das heisst: Die Leute schauen die Videos des Kantons an, aber danach kommt eine Werbung oder ein anderes Video, das aber nicht vom Kanton entschieden wird, sondern von diesem System Youtube. Hier gibt es andere Möglichkeiten, bei denen es z. B. die Werbung oder die anderen Empfehlungen nicht gibt. Es geht auch darum. Es geht darum, zu berücksichtigen, wenn man mehr digitalisiert, dass es andere Lösungen gibt, dass man Kompetenz gewährleistet, dass man manchmal auch eigene Systeme brauchen oder zusammen mit anderen Kantonen oder mit dem Bund Systeme anschauen kann. Es geht darum, dass wir einfach schauen, dass man hier die Kompetenz hat und dass man schaut, dass die Daten des Kantons sichergestellt sind, dass man die IT und alles, was man aufsetzt ... dass man diesbezüglich nicht immer an andere Geschäfte, an externe Partner gebunden ist.

Die SP-JUSO-PSA empfiehlt Ihnen, dies zu unterstützen.

Le président. La parole n'est pas demandée. Je laisse le micro à M. le Chancelier d'Etat.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Der Regierungsrat beantragt Ihnen auch hier, die Ergänzung mit dem neuen Bst. i abzulehnen.

Schön wäre es, wenn man so etwas ins Gesetz schreiben und sagen könnte: Das Digitalisierungsgesetz oder die Digitalisierung im Kanton Bern tragen dazu bei, dass die digitale Unabhängigkeit des Kantons grösser wird. Das ist leider einfach nicht möglich in der heutigen Welt. Es ist schon für Europa kaum möglich, unabhängig zu sein von den grossen Tech-Konzernen in Übersee. Und die Idee, dass der Kanton Bern eigene Lösungen, eigene Möglichkeiten anbieten und entwickeln kön-

nen wird und unabhängig sein wird in der digitalen Welt, ist eine Illusion. Natürlich probiert man, dies soweit wie möglich zu machen, aber wir sind in all unseren Anwendungen sehr, sehr stark vernetzt und abhängig davon, was Microsoft, Google, Amazon, die grossen Tech-Konzerne machen. Wenn die Regierung beantragen würde, diesem Antrag zu folgen, wäre das einfach nicht ehrlich. Das geht einfach nicht, das ist leider eine Illusion. Deshalb beantragt die Regierung, diese Ergänzung abzulehnen.

Le président. Nous allons voter sur cette proposition à l'art. 2, al. 1, lit. i (nouveau) : les député-e-s qui acceptent la proposition du groupe PS-JS-PSA votent oui, celles et ceux qui la rejettent votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 2 Abs. 1 Bst. i (neu) / art. 2, al. 1, lit. i (nouveau)

Antrag SP-JUSO-PSA
Proposition PS-JS-PSA

Ablehnung / Rejet

Ja / Oui	42
Nein / Non	97
Enthalten / Abstentions	5

Le président. Vous avez rejeté cette proposition.

Art. 3 und 4 / Art. 3 et 4

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

2 Grundsätze / 2 Principes

Art. 5 und Art. 6 / Art. 5 et art. 6

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 7 Abs. 1 / Art. 7, al. 1

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 7 Abs. 2 / Art. 7, al. 2

Antrag SAK (Roulet Romy, Malleray) und Regierungsrat

Sie kann eine Kopie auf Papier verlangen, wenn sie glaubhaft macht, dass

~~a sie zum Adressatenkreis der Informationen gehört,~~

~~b ihr die Einsicht in die digitale Form der Informationen nicht möglich oder zumutbar ist und~~

~~c die Ausübung ihrer Rechte an die Informationen geknüpft ist.~~

Proposition CIRE (Roulet Romy, Malleray) et Conseil-exécutif

Elle peut exiger une copie sur papier si elle établit de façon plausible

~~a qu'elle compte parmi les destinataires des informations;~~

~~b qu'il lui est impossible de les consulter sous forme numérique ou que cela ne peut pas être raisonnablement exigé d'elle et~~

~~c que l'exercice de ses droits est lié à ces informations.~~

Antrag SP-JUSO-PSA (Riesen, La Neuveville)

Sie kann auf Ersuchen eine Kopie auf Papier verlangen, ~~wenn sie glaubhaft macht, dass~~

Bst. a–c streichen

Proposition PS-JS-PSA (Riesen, La Neuveville)

Elle peut exiger une copie sur papier si elle en fait la demande, ~~établit de façon plausible~~

Biffer les lettres a, b et c

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), rapporteuse de la majorité de la CIRE. La majorité de la commission souhaite que la formulation de l'art. 7, al. 2, qui dit que l'exigence d'une copie sur papier doit être faite si elle est exprimée de façon plausible, soit conservée. En effet, cette disposition permet, à titre d'exception à l'art. 6, que des personnes qui ne sont pas en mesure d'accéder à des informations numériques de l'Etat puissent les consulter auprès des autorités compétentes et, si nécessaire, aussi en exiger une copie sur papier, pour autant que l'information se prête à l'impression sur papier, ce qui ne sera, par exemple, pas le cas pour les vidéos et les applications Internet. Mais dans ce dernier cas, elles doivent au moins établir de façon plausible qu'elles sont vraiment tributaires de cette forme d'information, afin d'éviter toute mise à contribution chicanière ou abusive des autorités.

Les exigences de plausibilité ne devront pas être fixées à un niveau élevé. Le fait que la version papier ne doive, dans ces cas, pas coûter plus cher que la version numérique, constitue une norme spéciale qui prime sur l'art. 9 al. 2, lit. b. Pour réussir, la numérisation doit être aussi étendue que possible. Plus elle est laissée au bon vouloir des organes concernés, plus il faudra poursuivre en parallèle la production de documents papier avec tous les risques d'erreur, les coûts additionnels et les retards que cela implique. C'est la raison pour laquelle la LAN prévoit la primauté du numérique. Un principe, selon lequel l'Etat travaille et communique essentiellement par voie électronique et ne recourt au papier ou à des supports analogues que dans des cas exceptionnels les justifiant.

La majorité de la commission propose de maintenir l'art. 7, al. 2, mais d'assouplir les critères d'obtention d'une version papier en supprimant les alinéas a et c. Cette proposition a été acceptée par 11 voix pour, 5 contre et 0 abstention.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), auteure de la proposition. Es geht hier darum, ob die Leute ... Es ist allen klar, dass es trotzdem noch einen gewissen Anteil an Leuten geben wird, der noch eine Papierlösung brauchen wird; das ist ja klar. Hier geht es darum: Müssen diese Leute beweisen können, dass es für sie unmöglich ist, diese Dinge digital anzuschauen, oder sollten sie die Dinge auf Anfrage auf Papier bekommen, obwohl grundsätzlich eigentlich alles digital ist?

Wir müssen daran denken, dass auch Kosten damit verbunden sind. Wenn man prüfen muss, ob es für diese Leute wirklich unmöglich ist – auch wenn die Schwelle tief ist –, kostet das auch Geld, und

das kann nicht digitalisiert werden. Man muss telefonieren und die Sachen prüfen. Das ist nicht so einfach machbar, und es kann auch kostenpflichtig sein. Wenn man aber davon ausgeht, dass es ja sowieso noch Leute gibt, die noch eine Papierlösung brauchen, und es dazu halt noch ein paar Leute mehr gibt, die es lieber auf Papier haben, weil es für sie so einfacher ist, dann dürfen sie es auf Anfrage haben. Das würde den Kanton dann auch weniger kosten, weil er nicht so viele Dinge prüfen muss. Ob man jetzt 5000 oder 10'000 Papierversionen verschickt: Das ergibt für den Kanton keine Mehrkosten, denn das, was kostet, ist, das Ganze auf verschiedenen Systemen zu haben, und das wird sowieso passieren, weil es ja diese Leute sowieso gibt. Es kostet nicht mehr, wenn man es 10'000- statt 5000-mal druckt. Was mehr kostet, ist, wenn man prüft, ob es für all diese Leute wirklich unmöglich ist. Wir müssen auch daran denken, dass es ja eine Verbesserung für die Menschen sein sollte. Das heisst: Die Menschen müssen das wollen. Der digitale Weg ist für sie einfacher; daher machen wir es ja auch, und wenn das so ist, dann wollen es die meisten Leute auch. Von daher: Es ist ja die Verwaltung für die Leute, und nicht die Leute für die Verwaltung. In diesem Sinn denke ich, dass wir es für die Verwaltung einfacher machen, wenn man hier noch eine Wahl haben kann, sodass die Leute das auch können *wollen* und man es nicht immer überprüfen muss.

Das heisst: Den Art. 7 ändert man, und das heisst, dass man die Bst. a–c streichen kann, weil man eine Papierversion verlangen kann.

Christa Ammann, Bern (AL), Fraktionssprecherin. Ich möchte Ihnen wirklich beliebt machen, diesen Antrag zu unterstützen – insbesondere mit einem Appell an die SVP, weil es eben genau um das Human-Individuelle geht. Daher muss man diese Hürde hier rauskippen. Wie schon ausgeführt wurde: Es braucht weniger Ressourcen, wenn man nicht noch einzeln überprüfen muss, ob es jetzt legitim ist. Wenn jemand sagt: «Könnte ich bitte eine Kopie haben?», sollte man diese schicken, statt noch zehnmal zu überprüfen, ob es jetzt wirklich so ist, dass diese Person keinen Computer, kein Handy – whatever – hat. Das ist einfach verbratene Zeit für nichts. Dann verschickt man gescheiter einfach diese Kopie. Das ist niederschwellig, das ist human. Man glaubt den Leuten, dass das für sie der einfachere Weg ist und dass sie das nicht tun, um irgendwie irgendjemanden in der Verwaltung zu schikanieren oder was auch immer. Wenn diese Digitalisierung wirklich so effizient und effektiv ist, haben alle lieber ein PDF, die mit einem PDF umgehen können. Von daher: Unterstützen Sie doch diesen Antrag; das macht schlussendlich das ganze Prozedere schlanker. Die Grünen unterstützen den Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion grossmehrheitlich.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Fraktionssprecher. Ich glaube, genau hier liegt die Nuance, um der Digitalisierung zum Erfolg zu verhelfen. Maurane Riesen hat gesagt: «Ja, wenn ihnen das lieber ist ...» Es ist eine ganz normale Erscheinung, dass die Leute lieber das machen, was sie schon immer gemacht haben. Es braucht einen gewissen Druck, damit wir mit dieser Digitalisierung vorwärtskommen, damit wir den Kanton vorwärtsbringen können. Wir haben in der Kommission lange darum gerungen, wie die Formulierung lauten muss, damit man jenen, bei denen die Notwendigkeit wirklich da ist, diese Sachen auf Papierform zu erhalten, auch helfen kann. Ich glaube, wir haben versucht, eine Formulierung zu finden, die stimmig ist, die aber auch den nötigen Druck für diesen Wandel aufrechterhält. Ich mache Ihnen ein Beispiel: Wir in der Landwirtschaft haben vor ungefähr 7 oder 8 Jahren mit der Digitalisierung begonnen. Die Bauern sind mit ihren grossen Hängen nicht unbedingt diejenigen, die gerne auf den Computern herumdrücken, aber wir haben es geschafft. Wir haben es geschafft! Aber es brauchte einen gewissen Druck, und genau dort liegt der Punkt. Deshalb unterstützen wir den Regierungsantrag.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Fraktionssprecher. Ja, Sie haben es vielleicht gesehen: Am Anfang wären diese Möglichkeiten sogar kumulativ gewesen. Man hätte mehrere Dinge beweisen müssen, damit man überhaupt zu den Papierkopien gekommen wäre, wenn man eine Auskunft gebraucht hätte, gemäss Art. 6. In den allermeisten Fällen wird das eben nicht zu grossen ... selbst wenn man jetzt nur noch den Bst. b drinlässt – das ist eben dann nicht mehr der Bst. b, sondern man wird es wahrscheinlich redaktionell zusammennehmen, logischerweise –, auch wenn man jetzt

nur drinlässt, dass man es glaubhaft machen müsse ... Man muss nicht beweisen, man muss glaubhaft machen. Wenn ich also komme und sage: «Jetzt ist mir der Computer ausgestiegen, jetzt brauche ich Papier», dann wird in den allermeisten Fällen irgendjemand in der Verwaltung sagen: «Also, okay, ich drucke Ihnen das aus.» Aber wir müssen im Gesetz die Möglichkeit haben, falls dies irgendwo missbraucht wird – und das kann man heute sehr schnell missbrauchen, indem man sagt: «Gehen Sie dort fragen; die sollen Ihnen beim Kanton die Rechnung ausdrucken», diese 500 Seiten, weil Sie es irgendwie selbst nicht können ... Nachher kommen da plötzlich 1000 Anfragen, und wenn Sie das einfach rausgeben müssten, haben Sie ein Problem. Das ist jetzt ein fiktives und vielleicht blödes Beispiel, aber wenn Sie merken, dass es orchestriert ist, kann man allenfalls beginnen, wirklich Abklärungen zu treffen. Wir finden, dass dies eine sehr pragmatische und gute Lösung ist und unterstützen sie deshalb.

Fritz Wyss, Wengi (SVP), Einzelsprecher. Ich komme nur nach vorne, um das Votum von Markus Aebi zu unterstützen und um darauf zurückzukommen, Michael Köpfli, was wir hier diskutiert haben, als wir das Kantonale Landwirtschaftsgesetz (KLWG) revidiert haben. Es wäre jetzt genau der Punkt. Es wäre jetzt so weit, oder? Die Landwirtschaft war damals der Meinung, mit einer ... Wir haben das ja nachher durchgezogen, mit einer kleinen Übergangsfrist. Jetzt sind wir genau am Punkt, an dem es alle trifft. Oder ist es jetzt eben trotzdem nicht gleich, wenn es alle trifft? Für 10'000 Landwirtschaftsbetriebe war es eine Selbstverständlichkeit in diesem Rat. Das haben wir nachher auch unterstützt. Wir haben noch die Übergangszeit, während der man die Unterlagen per E-Mail verlangen kann. Von 10'000 Landwirtschaftsbetrieben wird verlangt, dass sie das selbst holen gehen – wie gesagt, man hat nachher gesagt, mit einer Übergangsfrist, aber dann ist das fertig, zu 100 Prozent. Ich glaube, wir haben es gesagt: Es ist eine Klientel, von der man es normalerweise nicht gerade erwarten würde und bei der es tatsächlich zum Teil Gebiete betrifft, in denen kein PC-Anschluss vorhanden ist. Eben: Es wäre jetzt der Moment, um daran zu denken, was man gesagt hat: «Das ist doch überhaupt kein Problem.» Es wäre jetzt der Moment, um Lei zu halten, merci.

Urs Graf, Interlaken (SP), Einzelsprecher. Der Punkt, über den wir jetzt diskutieren, dünkt mich der wichtigste Punkt in diesem Gesetz. Man muss sich das schon einmal überlegen: Wer hat denn Kontakt mit der Verwaltung? Das sind Junge und Alte, das sind digitale Experten und digital Abstinente. Es sind Leute, die der Sprache mächtig sind – unserer Sprache, der Amtssprache –, aber es sind auch Leute, die der Amtssprache nicht mächtig sind. Der Vergleich mit der Landschaft – sorry, Fritz Wyss – hinkt. Dort sind es Profis, der Sprache mächtig, das sind Erwerbstätige. Es gibt aber alte Leute, und es gibt Leute, die kein Deutsch verstehen, und wenn diese etwas glaubhaft machen müssen, mache ich Ihnen glaubhaft, dass sie das Wort glaubhaft nicht verstehen; das können sie gar nicht verstehen. Wieso müssen diese Leute in einer Bittsteller-Rolle sein? Wieso können wir hier nicht vernünftig versuchen, die Trennung in unserer Gesellschaft zu minimieren und keine Apartheid zu schaffen? Das verstehe ich nicht.

Christa Ammann, Bern (AL), Einzelsprecherin. Urs Graf hat es jetzt auch schon angesprochen: Es gibt jetzt ein Durcheinander zwischen Art. 8 und Art. 7. Wir sprechen hier von den natürlichen Personen und nicht von der Landwirtschaft. Die Argumente, die jetzt von Fritz Wyss und von Grossrat Aebi genannt wurden, können Sie dann als Gegenargumente zum Antrag bringen, den ich nachher noch stellen werde, aber jetzt ist es wirklich noch zu früh. Wir sprechen von den natürlichen Personen. Dementsprechend: Nehmen Sie doch den Antrag von Maurane Riesen an.

Thomas Brönnimann, Mittelhäusern (glp), Einzelsprecher. Ich gehöre nicht zu den Digital Natives und ergreife jetzt das Wort sozusagen ein bisschen für die «Digital Neandertaler». Ich weiss aus eigener Erfahrung, dass es manchmal etwas schwierig ist, sich dazu zu bekennen, aber es gibt tatsächlich noch viele von ihnen da draussen! Es freut mich, dass ich jetzt gehört habe, dass die Bauernbranche einen Innovationsschub gemacht habe. Ich konnte mir übrigens gerade kürzlich bei meinem Gemeinderatskollegen anschauen, wie ein Melkroboter heute funktioniert. Ich habe gelernt,

dass ein moderner Bauer schon fast mehr im Büro arbeitet und dass er viel mehr mit Computern und Software zu tun hat, als ich mir das vorgestellt hatte. Aber: Dazu muss ich sagen, dass Sie diesbezüglich überdurchschnittlich sind, und das meine ich positiv und nicht irgendwie sarkastisch. Sie sind gut ausgebildet, Sie sind Unternehmer, Sie arbeiten wöchentlich und jährlich mit diesen Tools. Der Durchschnittsbürger ist aber nicht so fit wie Sie – diesbezüglich halte ich es genau gleich wie Urs Graf. Man müsste dann halt trotzdem auch noch einen Service public bereitstellen für die Leute, die Mühe haben, schon nur zu schreiben und zu lesen, geschweige denn, mit einem PC zu schreiben, zu lesen und umzugehen. Klar braucht es jetzt den Druck, aber es hat in diesem Gesetz genügend Anreize. Ich denke z. B. an die Situation im Baugesuchverfahren. Es kann gut sein, dass man einfach sagt: Diejenigen, die es elektronisch machen – jetzt muss man ja sogar –, bezahlen tiefere Gebühren, denn das kann man effizienter verarbeiten, einfache Dinge vielleicht sogar automatisiert mit Algorithmen. Sie profitieren davon, dass ihre Gesuche je nachdem zuerst an die Reihe kommen, und nicht nach Eingabedatum. Das sind genug Anreize. Es darf aber nicht sein, dass wir die Leute – eben die digitalen Neandertaler – zwingen, sodass eine Zweiklassengesellschaft entsteht. Gerade von Apartheid zu sprechen, war vielleicht ein bisschen zu viel, Urs.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Man muss diesen Antrag etwas im Gesamtzusammenhang dieses Artikels sehen. Es geht zuerst um den Art. 6, es geht um Informationen, die an eine unbestimmte Anzahl von Personen gerichtet sind, die sich also nicht an einen bestimmten Subventionsempfänger oder an eine bestimmte Gruppe – an Baugesuchsteller – richten, sondern Informationen, die an alle gerichtet sind, beispielsweise Medienmitteilungen, mit denen die Regierung die gesamte Bevölkerung informiert, beispielsweise Gesetze, die für uns alle im Kanton Bern gelten. Zu diesen allgemeinen Informationen für alle sagt jetzt der Art. 7, dass jede Person das Recht hat, diese Informationen auch physisch bei den Behörden anschauen gehen zu können. Das ist Abs. 1. Man muss also kein Internet haben, man kann auch vorbeigehen und es anschauen. Jetzt kommt Abs. 2, denn es ist ja manchmal für ältere Personen nicht möglich und auch nicht praktisch – wenn sie dezentral wohnen –, bei den Behörden vorbeizugehen, um ein Gesetz einzusehen. Deshalb sagt man in Abs. 2: Gewisse Leute können auch eine Kopie – des Baugesetzes (BauG), beispielsweise – in Papierform verlangen. Wie es von meinen Vorrednern bereits gesagt worden ist: Der Regierungsrat hat sich von der Kommission überzeugen lassen ... Es war eine gute Diskussion und ich möchte an dieser Stelle auch für die guten Beratungen in der Kommission danken; insbesondere danke ich der Referentin, Sandra Roulet. Die Regierung hat sich überzeugen lassen, die Schwelle zu verringern, und es bleibt jetzt nur noch der Bst. b. Man muss nur noch glaubhaft machen können und der Verwaltung am Telefon erklären, warum man das BauG gerne als Ausdruck haben möchte und es nicht im Internet einsehen könne.

Wenn Sie diesen Artikel anschauen, sehen Sie, dass es alle Personen sind. Das steht im Zusammenhang mit Abs. 1. *Sämtliche* Personen könnten, wenn Sie diesem Antrag folgen, ohne irgendwelche Hürden einfach sagen: «Wir möchten das BauG gerne auf Papier haben.» Jetzt kann man schon sagen: In einer vernünftigen Welt macht das kein Vernünftiger; die meisten haben ja Internet und schauen das BauG auf ihrem Computer an – aber die Verwaltung müsste trotzdem so eingerichtet sein, dass sie das BauG notfalls ausgedruckt an alle Leute im Kanton Bern hinausgeben könnte, und leider gibt es wirklich auch viele weniger vernünftige Leute. Wir haben das jetzt gerade wieder gemerkt – der Staat ist nicht mehr *die* hohe Autorität für die Bevölkerung: Wir wurden bei der Covid-Abstimmung mit etwa 100 Beschwerden eingedeckt. Sie waren alle genau gleichlautend – alle gegen die Abstimmungserläuterungen des Bundesrates. Es ist sehr einfach, die Verwaltung lahmzulegen mit irgendeinem halt vielleicht nicht so vernünftigen Begehren. Deshalb ist es nötig, diese Schwelle zu haben und zu sagen: Du musst wenigstens noch rasch am Telefon erklären, warum man dir das BauG schicken soll, und wie Hannes Zaugg es gesagt hat: Wenn man sagt: «Mein Computer ist ausgestiegen, ich habe im Moment keinen Zugang, oder ich habe gar keinen Computer», dann wird die Verwaltung das ausdrucken und zustellen. Das macht man pragmatisch. Wir wollen aber im Gesetz nicht den Anspruch verankern, dass einfach jeder Mann und jede Frau sagen kann: «Diese Information möchte ich gerne ausgedruckt haben und zugestellt erhalten.» Daher bitte ich Sie im Namen des Regierungsrates, den Antrag der SP-JUSO-PSA-Fraktion abzulehnen.

Le président. Nous allons voter sur cet art. 7, al. 2 : les député-e-s qui acceptent la proposition de la commission et du gouvernement votent oui, celles et ceux qui acceptent la proposition du groupe PS-JS-PSA votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 7 Abs. 2 / art. 7, al. 2

Antrag SAK und Regierungsrat (Ja), Antrag SP-JUSO-PSA (Nein)
Proposition CIRE et Conseil-exécutif (oui), proposition PS-JS-PSA (non)

Annahme Antrag SAK und Regierungsrat / Adoption proposition CIRE et Conseil-exécutif

Ja / Oui	94
Nein / Non	54
Enthalten / Abstentions	2

Le président. Vous avez accepté la proposition de la commission et du gouvernement.
Nous allons ancrer cette proposition dans la loi : les député-e-s qui acceptent de le faire votent oui, celles et ceux qui refusent votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 7 Abs. 2 / art. 7, al. 2

Antrag SAK und Regierungsrat
Proposition CIRE et Conseil-exécutif

Annahme / Adoption

Ja / Oui	148
Nein / Non	0
Enthalten / Abstentions	0

Le président. Vous avez accepté à l'unanimité d'ancrer la proposition de la commission et du gouvernement à l'art. 7, al. 2 dans la loi.

Art. 7 Abs. 3 und 4 / Art. 7, al. 3 et 4.

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 8 Abs. 1 / Art. 8, al. 1

Antrag SAK (Roulet Romy, Malleray) und Regierungsrat

Zum digitalen Verkehr mit Behörden sind verpflichtet:

Proposition CIRE (Roulet Romy, Malleray) et Conseil-exécutif

Ont l'obligation d'effectuer leurs échanges par voie électronique avec les autorités

Antrag Ammann, Bern (AL)

Zum digitalen Verkehr mit Behörden sind ~~verpflichtet~~ vorgesehen:

Proposition Ammann, Berne (LG)

~~Ont l'obligation d'effectuer leurs~~ Est prévu pour les échanges par voie électronique avec les autorités

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), rapporteuse de la majorité de la CIRE. L'art. 8 dit que l'obligation d'effectuer des transactions avec les autorités par voie électronique est une condition préalable à la numérisation systématique des processus impliquant également des personnes morales ou d'autres autorités. Concernant les personnes qui demandent ou reçoivent des subventions cantonales : il ne faut pas confondre les subventions cantonales et les autres allocations financières de l'Etat, comme par exemple les prestations sociales qui n'entrent pas dans cette catégorie. Cette obligation ne s'adresse pas à tout le monde. Les personnes physiques qui n'ont pas de relations commerciales avec les autorités ou ne bénéficient pas de subventions cantonales peuvent continuer à s'adresser à l'Etat comme bon leur semble, y compris par téléphone et par courrier, dans la mesure où la législation spéciale ne prescrit aucune forme particulière.

La LAN tient ainsi compte que la numérisation ne doit d'aucune manière rendre plus difficile et avec un surcoût pour les habitantes et des habitants de notre canton l'accès à l'administration par les canaux traditionnels que sont le téléphone, des paiements par bulletin de versements, le remplissage des formulaires papier ou d'autres encore.

Pour les raisons que je viens d'évoquer, la majorité de la commission propose de rejeter la proposition Ammann et de voter oui à la proposition de la commission. Cette proposition Ammann a été rejetée avec 13 voix contre, 3 pour et 0 abstention.

Christa Ammann, Bern (AL), Antragstellerin. Bei meinem Antrag geht es jetzt ebenfalls darum, auch hier die Pflicht herauszunehmen und «vorgesehen» aufzunehmen, im Sinne von: Wenn es gut genug ist, wenn die Anreize da sind – das ist das eine –, dann nutzt man den digitalen Verkehr. Das andere, das ich mich gefragt habe: Ja, was ist denn heutzutage digitaler Verkehr? Ist ein Telefonat digitaler Verkehr, weil es nicht mehr analog läuft? Ist ein Fax digitaler Verkehr, weil es nicht mehr analog läuft? Was ist es eigentlich genau? Ist das Ziel papierloser Verkehr, oder was will man damit eigentlich genau aussagen? Ist es einfach ein E-Mail, oder worum geht es? Das ist nämlich eigentlich völlig unklar.

Gleichzeitig ich habe ich mich auch gefragt: Was ist denn das Konzept für natürliche Personen, die eben im beruflichen Kontext Kontakt mit Behörden haben oder Staatsbeiträge bekommen? Was haben Sie für Konzepte für juristische Personen, für Unternehmen? Es gibt auch Einzelpersonen, die ein Unternehmen sind und nicht in der Lage sind, mit der Verwaltung digital zu verkehren, weil sie die Gerätschaft nicht haben. Ich kann ein Beispiel aus meinem Berufsalltag nennen: die ganzen Erwerbsersatzentschädigungen im Sexgewerbe. Die meisten haben zwar knapp ein Handy, aber in der Regel nicht genügend Internetzugang – geschweige denn die Sprachkompetenz –, um den Antrag digital auszufüllen. Es braucht dieses Zeug auf Papier, sonst können sie nicht mit der Verwaltung verkehren, beziehungsweise: Wir haben das dann als Beratungsstelle gemacht und sie dort unterstützt, wir haben übersetzt, was überhaupt ihre Rechte sind. Wenn sie zu uns kommen, ja, dann machen wir es per E-Mail, logischerweise. Es gibt aber wirklich auch solche Unternehmungen, und das muss man berücksichtigen.

Dementsprechend bin ich auch der Meinung, dass es eben genügt, wenn es *vorgesehen* ist, denn für jene, die es können, ist es ja angenehmer – aber man muss es zuerst können. Wenn man diese Pflicht hat, kommt man zum Teil auch zu gewissen Rechten nicht mehr, und dementsprechend macht es keinen Sinn, diese Pflicht dort vorzusehen. Dementsprechend bitte ich Sie wirklich, diese Pflicht im Sinne der Niederschwelligkeit auch für kleine, einfache Gewerbler und Gewerblerinnen rauszunehmen und meinen Antrag zu unterstützen – vielen Dank.

Le président. La parole n'est pas désirée. Je laisse M. le Chancelier d'Etat s'exprimer.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Aus Sicht des Regierungsrates ist das ein zentraler und wichtiger Punkt. Der Regierungsrat bittet Sie, den Antrag Ammann abzulehnen und dabei zu bleiben, dass gewisse Bevölkerungsgruppen – und eben: es sind ja nur gewisse Gruppen –, die mit dem Staat in Kontakt sind, indem sie beispielsweise Subventionen oder Geld vom Staat beantragen, verpflichtet sind, mit dem Staat digital zu verkehren – so, wie es dann in Abs. 2 vorgesehen ist, mit den Mitteln, die vom Staat her vorgesehen sind, also beispielsweise mit dem Online-Formular, das der Staat für die Kultursubventionen vorsieht. Aus Sicht des Regierungsrates ist es zumutbar, dass Leute, die eben beispielsweise Subventionen vom Staat beantragen, dies digital machen. Es ist für den Regierungsrat nicht vorstellbar, dass es jemanden gibt, der gewerblich, beruflich tätig ist und heute nicht über ein Smartphone verfügt; das ist nicht denkbar.

Als allerletzte Ausnahmemöglichkeit, wenn es wirklich einen Gewerbszweig oder einen Bereich gäbe, in dem das nicht zumutbar wäre: Es heisst ja immer am Schluss, hier in Abs. 6: «Die besondere Gesetzgebung bleibt vorbehalten.» Man könnte dann also immer noch – wenn dies nötig wäre, in der Prostitutionsgesetzgebung oder sonst irgendwo, wo es Leute gibt, die vielleicht den digitalen Zugang nicht haben – eine Ausnahme vorsehen. Als Grundsatz sollte man unbedingt dabei bleiben, dass die Gruppen, die hier aufgezählt sind, verpflichtet sind, mit dem Staat digital zu verkehren – und nicht, dass man schreibt: «Es ist vorgesehen.» Es ist ja auch nicht sehr klar, was damit gemeint ist: Ist das jetzt eine halbe Pflicht, oder ist es einfach nur eine Zielbestimmung? Der Regierungsrat beantragt Ihnen also, dem Antrag der Kommission und der Regierung zu folgen und den Antrag Ammann abzulehnen.

Le président. Nous allons voter sur l'art. 8, al. 1 : les député-e-s qui soutiennent la proposition de la commission et du gouvernement votent oui, celles et ceux qui soutiennent la proposition de la députée Ammann votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 8 Abs. 1 / art. 8, al. 1

Antrag SAK und Regierungsrat (Ja), Antrag Ammann (Nein)

Proposition CIRE et Conseil-exécutif (oui), proposition Ammann (non)

Annahme Antrag SAK und Regierungsrat /

Adoption proposition CIRE et Conseil-exécutif

Ja / Oui 119

Nein / Non 29

Enthalten / Abstentions 2

Le président. Vous avez accepté la proposition de la commission et du gouvernement.

Nous allons ancrer cette proposition dans la loi : celles et ceux qui acceptent de le faire votent oui, celles et ceux qui refusent votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 8 Abs. 1 / art. 8, al. 1

Antrag SAK und Regierungsrat
Proposition CIRE et Conseil-exécutif**Annahme / Adoption**

Ja / Oui	142
Nein / Non	1
Enthalten / Abstentions	2

Le président. Vous avez accepté d'ancrer cet article dans la loi.

Art. 8 Abs. 2–6 / Art. 8, al. 2 à al. 6

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 9 Abs. 1 / Art. 9, al. 1

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 9 Abs. 2 / Art. 9, al. 2

Antrag SAK-Mehrheit (Roulet Romy, Malleray) und Regierungsrat

Sie können namentlich

a digital eingereichte Gesuche prioritär behandeln oder

b bei gebührenpflichtigen Leistungen die Gebühren für nichtdigitalen Verkehr höher als für digitalen Verkehr ansetzen, jedoch unter Beachtung des Grundsatzes der Kostendeckung.

Proposition majorité de la CIRE (Roulet Romy, Malleray) et Conseil-exécutif

Elles peuvent notamment

a traiter en priorité les demandes qui leur sont adressées par voie électronique ou

b pour des prestations soumises à émoluments, fixer un montant plus élevé pour les échanges qui ne sont pas effectués par voie électronique, en respectant toutefois le principe de la couverture des coûts.

Antrag SAK-Minderheit (Riesen, La Neuveville)

Sie können namentlich

~~a digital eingereichte Gesuche prioritär behandeln oder~~~~b bei gebührenpflichtigen Leistungen die Gebühren für nichtdigitalen Verkehr höher als für digitalen Verkehr ansetzen, jedoch unter Beachtung des Grundsatzes der Kostendeckung.~~

Proposition minorité de la CIRE (Riesen, La Neuveville)

Elles peuvent notamment

~~a traiter en priorité les demandes qui leur sont adressées par voie électronique ou~~

~~b pour des prestations soumises à émolument, fixer un montant plus élevé pour les échanges~~

~~— qui ne sont pas effectués par voie électronique, en respectant toutefois le principe de la~~

~~— couverture des coûts.~~

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), rapporteuse de la majorité de la CIRE. La majorité de la commission s'est prononcée pour la proposition du Conseil-exécutif avec 6 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions.

En effet, même les personnes privées qui ne sont pas tenues d'effectuer leurs transactions par voie électronique doivent être motivées autant que possible à emprunter des canaux numériques et ainsi à contribuer à réduire les coûts. Dans l'économie privée, il est désormais fréquent d'exiger un surcoût pour l'envoi de factures papier, par exemple, L'administration pourrait s'en inspirer et répercuter une partie ou l'intégralité des coûts supplémentaires liés à l'utilisation de supports papier. De même, elle pourrait accorder la priorité aux demandes qui lui sont adressées par voie électronique – à condition que le contenu des demandes sur papier ne soit pas plus urgent – et peuvent être traitées plus efficacement. Merci de soutenir donc la proposition du Conseil-exécutif.

Maurane Riesen, La Neuveville (PSA), rapporteuse de la minorité de la CIRE. Die Minderheit der Kommission war der Meinung, dass man hier eine Gleichbehandlung braucht zwischen den Leuten, die digitale Lösungen finden können, und jenen, die noch andere Lösungen brauchen – was wir ja wissen, dass es der Fall ist, weil es auch im Gesetz so geschrieben steht. Es geht um Gleichstellung, Gleichbehandlung der Personen. Das entspricht auch der Planungserklärung der SVP, die Anne-Caroline vorhin erwähnt hat. Daher bitten wir Sie, den Antrag auf Streichung zu unterstützen, merci.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (glp), Fraktionssprecher. Bei uns wird das wahrscheinlich ein bisschen unterschiedlich gehandhabt. Ich kann Ihnen nur das sagen, was ich auch in der Kommission gesagt habe: Ich habe ein paar Beispiele gebracht, von denen ich befürchte, dass sie eintreten könnten. Ein weiteres Beispiel habe ich vorhin gerade noch dem Staatsschreiber genannt. Wenn wir digital und nicht-digital priorisieren wollen ... Ich habe einen Antrag an die Ausgleichskasse gemacht. Ich musste es digital eingeben. Ich habe das für 3 Monate gemacht, weil ich sehr wenig Umsatz hatte, und ich habe dann ein Kuvert zurückerhalten, in dem alle digital eingereichten Anträge als Ausdruck enthalten waren sowie ein Brief, worin stand, ich habe zu wenig klar gemacht, dass ich mich bemüht hatte, andere Aufträge zu generieren, weil ich ihm im kulturellen Bereich keine mehr hatte. Ich müsse dies noch eingeben. Dann habe ich angerufen und die Auskunft erhalten, ich müsse es halt entweder nochmals digital eingeben – man könne das jetzt nicht noch per E-Mail machen – oder wieder in Briefform machen.

Wenn dieser Artikel jetzt schon im Gesetz wäre, müsste ich wohl damit rechnen, dass es weniger schnell behandelt würde, wenn ich es in Briefform eingeben würde. Es gibt also ganz viele Möglichkeiten. Oder ich stelle mir vor, dass ich am Schalter stehe und sage: «Ich hätte gerne dieses und jenes», und dann sagt die Person hinter dem Schalter: «Oh, gerade ist ein E-Mail reingekommen, das muss ich prioritär behandeln.» Das ist jetzt vielleicht etwas überspitzt gesagt, aber hier haben wir ein bisschen ein Problem. Ich habe empfohlen, dass man hier mit der Minderheit stimmt. Ich habe mit der Minderheit gestimmt, aber ich glaube, es gibt bei uns auch Stimmen, die mit der Mehrheit stimmen werden. Es wird offen sein.

Markus Aebi, Hellsau (SVP), Fraktionssprecher. Wir haben diesen Artikel in der Kommission lange diskutiert. Das, was Hannes Zaugg gesagt hat, ist wahrscheinlich etwas überspitzt und übertrieben. Wenn du in die Zukunft schaust, Hannes ... Wir machen ein Gesetz für die Zukunft. Die digitalen Prozesse müssen zuerst aufgesetzt werden, und danach wirst du nie mehr ein Kuvert mit 20 aus-

gedruckten Seiten als Meldung erhalten. Ich bitte Sie einfach darum, das hier auch anzuschauen. Wenn diese Prozesse einmal digitalisiert sind, kostet die Papierform die Verwaltung einfach Geld. Wir sind der Meinung, dass man dem entsprechend Rechnung tragen muss. Es ist aber in der Verwaltung ganz sicher ein Augenmass vorhanden für Leute, die damit Schwierigkeiten haben. Wenn wir mit der digitalen Verwaltung wirklich vorwärtskommen wollen, dann braucht es diese Anreize, sonst passiert nichts. Deshalb ist die Mehrheit der Kommission inklusive der SVP der Meinung, dass sie die Regierungsvariante will.

Le président. La parole n'est plus demandée. Je cède le micro à M. le chancelier d'Etat.

Christoph Auer, Staatsschreiber. Ja, ich kann anknüpfen an das, was Markus Aebi soeben gesagt hat. Wenn man nicht eine solche gesetzliche Grundlage schaffen würde, wäre eben das Gebot der Gleichbehandlung da, und dann könnte die Verwaltung den gewissen Druck, den es manchmal braucht, in keiner Situation aufsetzen oder zur Geltung bringen. Es ist eine Kann-Bestimmung: Die Verwaltung kann von diesen Möglichkeiten Gebrauch machen – dort, wo es sinnvoll ist, dort, wo man findet ... Gastronomieunternehmen haben alle einen Computer; sie rechnen alles elektronisch ab. Von diesen kann man verlangen und erwarten, dass sie, wenn sie dem Staat etwas melden müssen, dies elektronisch machen und dass es halt sonst vielleicht eine Gebühr kostet.

Eine Klammerbemerkung: Um eine solche Gebühr zu schaffen, muss der Regierungsrat zuerst noch eine Verordnung machen. Das geht nicht einfach, weil ein Verwaltungsbeamter irgendwie eine Idee hat. Das wird ja nicht einfach so eingeführt. Dort, wo es aus Sicht der Verwaltung keinen Sinn macht, wird man es auch nicht machen. Nehmen Sie das Beispiel der Impfung. Es geht nicht bloss um die Papierkosten. Natürlich war es für den Kanton Bern viel teurer, mehrere Leute an einer Hotline zu haben, die mit Leuten, die sich auf dem Impfportal nicht registriert hatten, einen Impftermin abmachen und schauen, dass sie sich impfen lassen konnten. In diesem Fall hat der Kanton Bern dies aber selbstverständlich gemacht, weil das Interesse ist, dass sich alle Leute impfen lassen können, und weil man weiss, dass es Leute gibt, die sich nicht elektronisch registrieren können. Es gibt in diesem Fall keinen Zwang, diese Leute mit einer Gebühr zu belasten, obwohl sie für die Einrichtung der Hotline ziemlich hohe Kosten generiert haben. In den Fällen jedoch, in denen es zumutbar und sinnvoll ist, sollte die gesetzliche Grundlage bestehen, dass man mit Anreizen arbeiten kann, dass man mit Prioritäten arbeiten kann, dass man mit höheren Gebühren arbeiten kann. Deshalb ist es wichtig, dass Sie dem Antrag der Regierung und der Kommissionsmehrheit folgen und die gesetzliche Grundlage dafür schaffen.

Le président. Nous allons voter sur cette disposition, art. 9, al. 2 : les député-e-s qui acceptent la proposition de la majorité de la commission et du gouvernement votent oui, celles et ceux qui acceptent la proposition de la minorité votent non.

Abstimmung / Vote

2021.STA.1412: Art. 9 Abs. 2 / art. 9, al. 2

Antrag SAK-Mehrheit und Regierungsrat (Ja), Antrag SAK-Minderheit (Nein)

Proposition majorité de la CIRE et Conseil-exécutif (oui), proposition minorité de la CIRE (non)

Annahme Antrag SAK-Mehrheit und Regierungsrat /

Adoption proposition majorité de la CIRE et Conseil-exécutif

Ja / Oui 89

Nein / Non 58

Enthalten / Abstentions 0

Le président. Vous avez accepté la proposition de la majorité de la commission.

Nous n'avons pas besoin d'ancrer cette disposition dans la loi, car la proposition de la minorité de la CIRE souhaitait biffer le nouvel alinéa.

Art. 10 und Art. 11 / Art. 10 et art. 11

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Art. 12 Abs. 1 und 2 / Art. 12, al. 1 et al. 2

Stillschweigende Annahme / Adoption tacite

Le président. Après la pause de midi, nous traiterons l'art. 12, al. 3 et la proposition de renvoi de Mme la députée Ammann. Je vous souhaite donc à toutes et à tous un bon appétit.

Die Sitzung endet um 11.40 Uhr. / La séance se termine à 11 heures 40.

Protokoll: / Procès-verbal :

Sereina Steinemann, Stefanie Lüscher (d)

Ursula Ruch (f)